



CENTRE AFRICAIN D'ETUDES SUPERIEURES EN GESTION

**INSTITUT SUPERIEUR DES MANAGEMENT DES ENTREPRISES ET
AUTRES ORGANISATIONS - ISMEO**



MEMOIRE DE FIN DE CYCLE

**Pour l'obtention du
DIPLOME DE MASTER PROFESSIONNEL EN SCIENCES DE
GESTION**

OPTION GESTION DE PROJETS

6^{ème} Promotion, Année académique 2012-2013

THEME

**EVALUATION EN SITUATION REELLE DU PROJET
D'APPUI A L'EDUCATION DES FILLES DANS LE
DEPARTEMENT DE LINGUERE : CAS DE L'ECOLE
NGUEUNEUNENE A DAHRA DJOLOF**

Préparé par :

El Hadji Mbaye SYLLA

Sous la supervision de :

Monsieur Boubacar AW

Enseignant au CESAG

Octobre 2013

DEDICACE

Cette œuvre est dédiée à :

- Mon feu Père qui, tout au long de sa vie, n'a ménagé aucun effort pour mon succès ;
- Ma mère, que DIEU lui prête longue vie ;
- Ma femme et mes enfants pour leur patience et leur compréhension de l'affection que nous les avons manquée tout au long de notre formation ;
- Monsieur le Ministre d'Etat Habib SY, qui m'a soutenu moralement et financièrement ;
- Toute ma famille et amis pour leur soutien moral.

REMERCIEMENTS

Tout d'abord je rends grâce au TOUT PUISSANT et MISERICORDIEUX pour m'avoir donné la chance et la force de poursuivre les études.

J'adresse mes vifs remerciements à:

- L'ensemble du corps professoral du CESAG qui n'a ménagé aucun effort pour notre succès ;
- Monsieur Boubacar AW, qui, en dépit de ses multiples occupations, a bien voulu nous encadrer dans la rédaction de ce mémoire ;
- L'ensemble des parties prenantes du PAEF notamment la coordinatrice ;
- Les directeurs des écoles de Ngueuneunène et de Ndiobène, l'ensemble du personnel pédagogique, l'ensemble des élèves et des membres de l'AME pour leur disponibilité et leur contribution à la réalisation de cette œuvre ;
- Mes parents, mon épouse et surtout mes enfants pour leurs prières, leur compréhension et leur patience ;
- Monsieur le Ministre d'Etat Habib SY, qui m'a soutenu moralement et financièrement ;
- Tous les étudiants et stagiaires du CESAG en particulier ceux de la MPSG/GP.

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

AFNOR : Association Française de Normalisation

AGR : Activités Génératrices de Revenus

AME : Association des Mères d'Elèves

AOF : Afrique Occidentale Française

CCIEF : Cadre de Coordination des Interventions sur l'Éducation des Filles

CDEPSCOFI : Comité Départemental des Enseignantes pour la Promotion de la Scolarisation des Filles

CE : Cours Élémentaire

CEM : Collèges d'Enseignement Moyen

CGE : Comité de Gestion de l'École

CI : Cours d'Initiation

CM : Cours Moyen

CNEPSCOFI : Comité National des Enseignantes pour la Promotion de la Scolarisation des Filles

CODEC : Collectif des Directeurs d'Écoles

CP : Cours Préparatoire

EPT : Education Pour Tous

ESR : Evaluation en Situation Réelle

OCB : Organisation Communautaire de Base

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PAEF : Projet d'Appui à l'Éducation des Filles

PAQET : Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence

PMI : Project Management Institute

SCOFI : Scolarisation des Filles

TP : Taux de Performance

UVAG : Unités de Veille et d'Alerte en Genre

ZPH : Zone Pédagogiques Homogènes

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figures	Pages
Figure 1 : Relation Plan- Programme- Projet	11
Figure 2: Schéma du cycle de vie du projet	14
➤ Figure 3 : Modèle 1 Longitudinal quasi expérimental	17
➤ Figure 4 : Modèle 2 : Quasi expérimental (pré post, avec ‘témoin’).....	18
➤ Figure 5 : Modèle 3 (Longitudinal tronqué avec mesure avant et après le projet et avec un groupe de projet et un groupe témoin).	19
➤ Figure 6 : Modèle 4 (Pré post projet, comparaison post seulement)	20
➤ Figure 7 : Modèle 5 (post-test avec groupe de projet et groupe témoin).....	21
➤ Figure 8 : Modèle 6 (pré post projet, pas de comparaison)	22
➤ Figure 9 : Modèle 7 (post test avec juste les participants au projet).....	23
Figure 10: Le cadre conceptuel	26
Figure 11 : Schéma de la Stratégie de mise en œuvre des axes d’intervention du PAEF	36
Figure 12: Schéma du contexte du PAEF.....	38
Figure 13 : Schéma du taux brut de scolarisation des filles	41
Figure 14 : Schéma du taux d’abandon.....	45
Figure 15 : Schéma du taux de redoublement	50
Figure 16: l’approche holistique du PAEF.....	58

Tableaux	Pages
Tableau 1 : L’approche de l’évaluation en situation réelle	16
Tableau 2 : Réseau scolaire des écoles cibles : 2011/2012 (Année d’intervention du PAEF).....	31
Tableau 3 : RESEAU SCOLAIRE 2012/2013 (Commune de Dahra)	33
Tableau 4 : Réseau scolaire 2012/2013 des écoles de Ngueuneunène et de Ndiobène.....	40
Tableau 5 : Résultats de l’accès 2012/2013	41
Tableau 6: Taux d’abandon 2012/2013.....	45
Tableau 7 : liste des AGR.....	47
Tableau 8 du taux de redoublement.....	49
Tableau 9: Modèle d’une fiche de suivi des performances 1	52
Tableau 10: Modèle de fiche de suivi des Performances 2	52

PREMIERE PARTIE

PRESENTATION GENERALE DE L'ETUDE

ET CADRE CONCEPTUEL

Chapitre 1 : PRESENTATION DE L'ETUDE

I. INTRODUCTION

Considérée comme le soubassement du développement socioéconomique d'un pays, l'éducation demeure pour tout gouvernement, une priorité cruciale en ce qu'elle « permet le plein épanouissement de la personnalité » (déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 1948). En effet, l'éducation vise à améliorer le développement physique, intellectuel et moral de l'homme. En ce sens, elle occupe de nos jours une place capitale pour l'émergence et la prospérité de tout pays. Mais puisque les femmes occupent une place non négligeable dans la société, leur prise en compte dans le système éducatif est aujourd'hui une obligation pour les acteurs éducatifs.

C'est dans ce contexte que de nombreux programmes internationaux unifiés par la volonté des gouvernements et des organismes de coopération multilatérale et bilatérale n'ont cessé d'appuyer de manière considérable l'éducation des filles qu'ils considèrent comme l'une des principales locomotives du développement humain.

De ce fait, les Etats comme les organismes ont unanimement fait de l'Education Pour Tous (EPT), un objectif prioritaire qu'il faut atteindre à l'horizon 2015.

Cependant, cette éducation des filles fait face à certains obstacles et ceux-ci sont généralement liés à certaines croyances. En effet, beaucoup de parents surtout en milieu rural considèrent l'école comme étant une source de déracinement surtout pour la gente féminine. Et dans certaines localités, ceci est aujourd'hui à l'origine des faibles taux d'accès, de maintien, de performance, et de réussite des filles.

En fait, il faut noter que si la scolarisation universelle est en face d'énormes obstacles, celle des filles demeure plus problématique. Non seulement, il leur faut l'intégration du système, mais aussi il importe de leur assurer le maintien en mettant l'accent sur la performance pour leur garantir la réussite.

Et pour relever le défi de ce millénaire qui est l'EPT, le Sénégal à l'instar de la communauté internationale s'est engagé à garantir la scolarisation universelle pour tous ses enfants en âge d'aller à l'école. Mais relever un tel défi impose l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies efficaces d'enrôlement de tous les enfants quelle que soit leur catégorie. Cela nécessite également un appui considérable des enfants notamment des filles se trouvant à des besoins spéciaux.

Au Sénégal, beaucoup de filles abandonnent les études en raison de la déperdition scolaire liée à des problèmes économiques, aux mariages et grossesses précoces et à l'insertion prématurée dans le monde du travail.

Au-delà de l'accès, le maintien des filles à l'école de même que leur performance constituent encore une préoccupation majeure pour éliminer les disparités liées au sexe.

Ainsi, pour éradiquer certains fléaux qui gangrènent l'éducation des filles, le Sénégal s'est investi dans la scolarisation des filles pour atteindre l'un des objectifs de ce millénaire (EPT).

Et pour y parvenir, le gouvernement sénégalais en collaboration avec certains partenaires de l'éducation, a élaboré un ensemble de programmes ou de projets éducatifs. C'est ce qui est à l'origine de la mise en place du Projet d'Appui à l'Education des Filles (PAEF) suite à un partenariat signé entre l'Etat sénégalais et la république italienne.

Le PAEF est un projet pilote financé par la république italienne pour une durée de dix mois. Mais compte tenu des lenteurs administratives, le cycle de vie du projet est prolongé pour une durée de trois ans. Ce projet vient appuyer le Cadre de Coordination des Interventions sur l'Education des Filles (CCIEF) dans la promotion de l'éducation des filles au niveau de quatre régions : Dakar, Diourbel, Fatick et Louga.

En outre, le PAEF devrait contribuer à l'atteinte de l'un des objectifs des OMD en mettant en place des moyens et stratégies afin de réduire les disparités de genre entre garçons et filles à l'école.

C'est en ce sens que l'école de Ngueuneunène a été choisie non seulement en raison de sa situation périphérique dans la commune de Dahra, mais parce que dans cette localité le taux de scolarisation des filles enregistré est jugé faible.

De cette foulée, notre étude vise à analyser les changements imputables au PAEF sur les bénéficiaires. D'où l'intérêt de ce thème intitulé « Evaluation en Situation Réelle du Projet d'Appui à l'Education des Filles dans le département de Linguère : cas de l'école Ngueuneunène ».

II. Problématique

Aujourd'hui, la problématique de l'éducation des filles se pose dans les pays dits du Tiers Monde à cause du statut et du rôle de la femme qui réduit celle-ci au statut domestique.

Ce déficit de scolarisation est, pour une large part, lié à la pauvreté des ménages dont certains trouvent plus rentable d'utiliser les enfants comme une main d'œuvre plutôt que de les envoyer à l'école.

En outre, les filles sont surtout handicapées par d'autres facteurs socioculturels. En effet, dans certaines localités, l'école, héritage de la culture occidentale, est perçue comme source de détournement de la culture et des valeurs. Cette déscolarisation des filles est également liée à un certain nombre d'obstacles tels que la pauvreté, les mariages précoces, les travaux domestiques, le niveau d'instruction des parents, l'utilisation des filles comme source de revenus, les violences faites à l'école (châtiments corporels).

En plus, le rang de « deuxième sexe » qu'occupent les filles, fait que dans le domaine scolaire comme dans plusieurs autres secteurs leur instruction est moins considérée que celle des garçons.

Cependant, l'impact positif de l'instruction des filles sur le bien-être familial (santé, démographie...) devrait pousser la société à faire instruire sa progéniture féminine. Le planning familial, les consultations médicales pendant la grossesse, les informations, les mesures préventives sur le VIH/Sida, sont mieux corrélés avec le niveau d'éducation. Ce qui fit remarquer, dès 1913, dans le Bulletin de l'enseignement de l'AOF, qu'« un enfant de plus à l'école est une unité gagnée mais une fille, c'est une unité multipliée par le nombre d'enfants qu'elle aura ». Dès lors, l'éducation des filles ne devrait-elle pas occuper une place de choix dans les défis fixés par les gouvernants ?

Même si la réponse à cette interrogation semble affirmative au Sénégal, le système éducatif traîne encore des disparités de genre qu'il faut corriger pour l'atteinte des objectifs fixés.

En d'autres termes les filles et les garçons n'ont pas encore les mêmes chances face à l'éducation.

Et pour résoudre ces problèmes, le gouvernement du Sénégal ayant pris conscience des méfaits de la sous scolarisation des filles, s'est fortement engagé avec la mise en place de politiques de promotion et de scolarisation des filles.

Cette prise de conscience des autorités par rapport au poids de l'éducation des filles, dans le développement du pays, a motivé l'Etat sénégalais à consentir à ce secteur un effort financier considérable (40% du budget de fonctionnement de l'Etat alloué à l'éducation). A cela,

s'ajoutent des politiques de sensibilisation sur l'importance et la généralisation de l'éducation, mises en place par le gouvernement. Ces efforts ont conduit à des avancées significatives surtout en ce qui concerne l'accès des filles à l'école.

Mais, il faut noter que l'accès n'est qu'un aspect du problème de la sous scolarisation féminine dans la mesure où la politique de scolarisation des filles concerne également leur maintien dans le système et le suivi de leurs performances.

C'est dans cette perspective de relever ce défi qu'il a été noté une grande effervescence des activités féministes, elle-même couronnées par pas mal de programmes ou de projets comme le Projet d'Appui à l'Education des Filles (PAEF).

Avec le PAEF les autorités étatiques sénégalaises et les partenaires (italiens) ont décidé de mettre en place un système pour résoudre les problèmes récurrents de l'éducation des filles particulièrement dans les régions de Dakar, de Louga, de Fatick et de Diourbel.

Après une durée de vie de trois (03) ans, le PAEF a-t-il vraiment produit des effets positifs sur l'éducation des filles ? En dehors de l'éducation des filles, quels sont les changements imputables au PAEF sur ses autres bénéficiaires ?

C'est pour répondre à ces interrogations que la présente étude qui s'intitule « **Evaluation en Situation Réelle du PAEF dans le département de Linguère : cas de l'école Ngueuneunène à Dahra** » visera à démontrer l'intérêt et les mutations imputables au projet au profit de ses parties prenantes en général et des filles en particulier.

III. Formulation de l'étude

1. Objet de l'étude

La présente étude porte sur les effets du PAEF sur l'éducation des filles à l'école élémentaire de Ngueuneunène. Il s'agit de faire l'analyse en ce qui concerne principalement les effets sur l'accès et le maintien des filles à l'école ainsi que l'amélioration de leurs performances.

2. Objectif de l'étude

L'objectif principal est de porter une appréciation sur les impacts du projet sur la scolarisation des filles à travers l'accès, le maintien et la performance.

3. Intérêt de l'étude

L'intérêt de cette étude se situe à trois niveaux :

- **Pour le CESAG**

L'étude cherche à approfondir la réflexion sur l'impact des projets de développement. Elle peut également servir comme support pour les études qui s'inscrivent dans une dynamique de formation et de vocation en vue de mettre à la disposition de l'Afrique des compétences capables d'apporter des solutions aux différentes préoccupations des entreprises et autres organisations.

- **Pour nous-mêmes**

Cette étude constitue un intérêt pour nous dans le cadre de notre préparation pour le métier de gestionnaire de projets notamment dans le domaine de l'évaluation.

- **Pour les parties prenantes**

Notre étude se présentera pour les parties prenantes comme une référence en matière d'évaluation de projet. Elle pourra les aider à consolider les forces, à corriger les faiblesses, à saisir les opportunités et à veiller sur les menaces en vue d'une pérennisation du projet.

4. Démarche de l'étude

La démarche adoptée pour exécuter à bien la présente étude s'articule autour des étapes suivantes :

- Définition et clarification de concepts théoriques clés relatifs aux notions de projets et d'Evaluation en Situation Réelle. Elles sont faites par le biais d'une revue de littérature qui a consisté en une étude documentaire via l'exploitation de notes de cours, la bibliothèque du CESAG, l'internet, la documentation de diverses organisations dans le domaine de l'éducation.
- Elaboration d'un modèle théorique de recherche et d'analyse ;

- Elaboration de guides d'entretien faits à partir des principaux axes de discussions identifiés sur fond des résultats attendus du PAEF, sur fond des effets potentiels tirés de la documentation et enfin avec le concours et l'expérience de personnes ressources au niveau de certaines parties prenantes ;
- Visites de la zone d'intervention du projet avec collecte de données auprès des populations bénéficiaires et de responsables administratifs et locaux ;
- Analyse et traitement des informations recueillies ;
- Décèlement des forces et pistes de progressions du PAEF et formulation de recommandations.

5. Délimitation du champ de l'étude

Le travail n'a pas cette prétention de cerner de façon exhaustive l'ensemble des domaines d'impact du projet.

En effet, pour des contraintes de temps et de moyens financiers l'essentiel des investigations se fera de façon particulière sur les élèves filles, principales cibles du projet.

6. Plan de l'étude

Outre sa présentation, l'étude s'articule autour des grandes parties suivantes :

❖ Première partie

Cette partie sus évoquée à moitié, est consacrée à la présentation de la méthodologie de travail et du contexte de l'étude.

Elle part d'une analyse documentaire de clarification de principaux concepts en matière de projet et d'Evaluation en Situation de Réelle de projet pour déboucher sur l'élaboration d'un modèle théorique de recherche et d'analyse.

Cette partie se termine sur la description du contexte de l'étude à travers les présentations du milieu d'intervention puis du projet et des partenaires qui y sont associés.

❖ Deuxième partie

Cette seconde partie présente, quant à elle, les impacts et les analyses des données recueillies.

Elle procède dans un premier temps à la présentation des données de résultats issus des travaux de recherches d'informations sur les incidences du PAEF en ce qui concerne l'accès, le maintien des filles à l'école ainsi que leur performance éducative.

Cette partie porte également, sur les forces et les pistes de progressions du PAEF et sur la formulation de recommandations pour en général, plus d'efficacité pour des projets similaires.

Chapitre 2 : CADRE CONCEPTUEL

Ce deuxième chapitre est consacré à la revue des apports théoriques en matière de projet. Il vise une meilleure appréhension du thème d'étude par le biais de clarifications sur les notions de projet, d'Evaluation en Situation Réelle (ESR) de projet.

Le chapitre se clôture sur la présentation du modèle théorique de recherche et d'analyse qui a servi de canevas durant toute l'étude.

I- Principaux concepts

Le concept de projet est de nos jours très utilisé dans tous les secteurs d'activités. Il est particulièrement au cours des actions de développement dans le cadre des coopérations nord-sud où il est très souvent associé aux vocables « programmes » et « plans ».

1- Qu'est-ce que le projet ?

Le mot projet provient du mot latin « projectum », qui signifie jeter quelque chose vers l'avant dont le préfixe signifie précéder dans le temps. Ainsi, le mot projet voulait initialement dire quelque chose qui vient avant que le reste soit fait. Quand le mot a « été initialement adopté, il se rapportait au plan, non à l'exécution proprement dite de ce plan ». Cette utilisation du mot projet changea dans les années 1950, quand plusieurs techniques de gestion de projet ont été présentées : avec cette avancée, le mot a légèrement dévié pour couvrir à la fois les projets et les objets.

Le projet semble alors devenu un instrument qui donne l'espoir à l'homme de ne plus seulement subir les événements mais de pouvoir les maîtriser dans l'optique de forger le futur pour sa propre vision.

Essentiellement, un projet se définit comme une action spécifique, nouvelle, qui structure méthodiquement et progressivement une réalité à venir pour laquelle on n'a pas encore d'équivalent exact.

Le projet est une réponse apportée à une demande élaborée pour satisfaire le besoin, exprimé par un décideur, souvent appelé maître d'ouvrage, pour son usage propre, ou au nom d'usagers tiers. Il implique un objectif physique ou intellectuel, des actions à entreprendre avec des ressources données.

D'où la définition donnée par le dictionnaire de management de projet : « le projet est un ensemble d'actions à réaliser pour satisfaire un objectif défini, dans le cadre d'une mission précise, et pour la réalisation desquelles on a identifié non seulement un début, mais aussi une fin ».

Un projet est donc caractérisé par :

- ✓ La satisfaction d'un besoin spécifique (singulier) et particulier (par opposition à une production de série) ;
- ✓ Un objectif autonome, en ce sens qu'il a un début et une fin.
- ✓ Généralement, une novation, du moins partielle (technique, dimensionnelle, géographique, etc.)

Le projet est également défini comme une action planifiée présentant des activités coordonnées et interdépendantes conçues pour atteindre des objectifs spécifiques dans une période limitée et avec un budget déterminé.

Et selon Hubert WALLOT « un projet est un processus ayant pour but de réaliser un but spécifique, une œuvre (...). Le projet suit un cycle de vie de durée limitée qui est constitué de phases et d'étapes. Cependant, ses composantes varient selon le stade du cycle ».

Le projet est ce qu'on se propose de faire. Il peut être défini selon **Bridier** et **Michailoif** comme étant un ensemble complet d'activités et d'opérations qui consomment des ressources limitées et dont certains individus ou groupes attendent des résultats. Ces activités sont conçues en vue d'atteindre des objectifs par une mise en œuvre des ressources. Il s'agit donc d'une série d'activités liées entre elles, établies pour réaliser un objectif déterminé dans un délai fixé et produisant des résultats spécifiques.

Selon la norme AFNOR FD X 50-115, un projet est un « Processus unique, qui consiste en un ensemble d'activités coordonnées et maîtrisées comportant des dates de début et de fin, entrepris dans le but d'atteindre un objectif conforme à des exigences spécifiques. »

Ces exigences tiennent compte des attentes des parties prenantes et des contraintes de délais et de coûts.

Le processus c'est l'ensemble de moyens et d'activités liés qui transforment les éléments entrants en éléments sortants.

Les parties prenantes peuvent être des personnes ou groupe de personnes ayant un intérêt commun dans les résultats de l'organisme fournisseur et dans l'environnement dans lequel il agit.

En outre, un projet présente le plus souvent une complexité, et fait intervenir des disciplines multiples, étrangères les unes aux autres, dont il faut coordonner les activités parfois contradictoires, multiples et sans cohérence.

Le projet fait généralement partie d'une action plus large de développement : le programme.

2- Le programme

« Un programme est un cadre cohérent d'actions visant à atteindre des objectifs globaux comprenant un ensemble d'activités groupés sous différents composants et orientées vers la réalisation d'objectifs spécifiques ».

En outre il est un plan détaillé. Il s'agit aussi d'un ensemble d'instructions et d'informations nécessaires à l'exécution d'opérations déterminées. On peut aussi dire qu'un programme est un ensemble d'activités organisées, ayant un objectif précis, limitées dans le temps et dans l'espace.

Autrement dit, le programme est un ensemble organisé de ressources financières, organisationnelles et humaines, mobilisées pour atteindre un objectif ou un ensemble d'objectifs dans un délai donné.

Un programme peut être global, c'est-à-dire qu'il concerne toute l'organisation, comme il peut être restreint et limité à un seul département ou secteur. En général, un programme contient des projets dont certains sont en exécution tandis que d'autres sont prévus.

Ainsi un programme intervient sur une plus large échelle qu'un projet. Par conséquent, un programme peut inclure plusieurs projets qui concourent pour la réalisation d'un même objectif.

3- Le plan

Le terme plan est polysémique et change de signification selon les auteurs, les écoles et les domaines dans lesquels il est utilisé. D'une manière générale, un plan peut être défini comme étant un ensemble de projets, de mesures, de stratégies, de programmes exprimés implicitement ou explicitement dans un document en vue d'atteindre un objectif ou un ensemble d'objectifs.

Entendu dans ce sens, les plans peuvent être différenciés sur la base d'un certain nombre de critères l'étendue, la durée et l'importance des décisions du plan.

Pour ce qui est de l'étendue du plan, on peut parler d'un plan national, d'un plan régional et d'un plan local. Les trois types de plan concernent une étendue géographique, c'est-à-dire un plan qui couvre tout un pays, une région ou une partie de la région.

En ce qui concerne la durée du plan, critère le plus utilisé pour classer les plans, on distingue les plans à court terme, à moyen terme et à long terme.

Généralement, on admet qu'un plan à court terme est celui qui dure moins de deux ans, que celui à moyen terme couvre de deux à cinq ans et le plan à long terme est celui de plus de cinq ans.

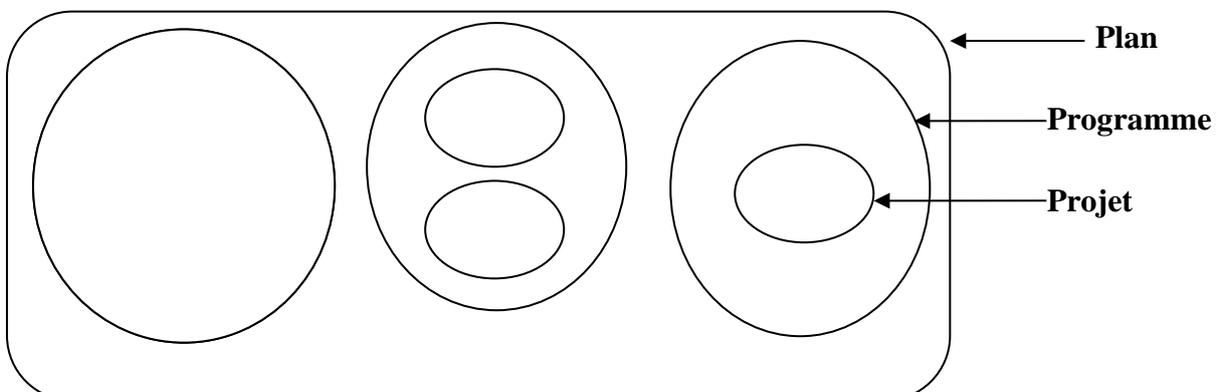
Pour ce qui est du critère « importance de décisions », on distingue les plans stratégiques qui essaient de déterminer les objectifs primordiaux d'une organisation et stratégies qu'il faudra utiliser pour les réaliser. Dans le cas d'une organisation, il s'agit aussi de la définition des axes stratégiques sur lesquels elle veut opérer.

Enfin, on parle des plans opérationnels qui, en traduisant le plan stratégique en langage courant, permettent à ceux qui s'occupent des opérations journalières de l'organisation, de déterminer pratiquement comment utiliser les ressources disponibles pour réaliser les objectifs primordiaux.

En somme, le plan est un ensemble de programmes visant un même objectif global de développement.

Ainsi en résumé nous pouvons dire sans risque de se tromper que la relation entre les trois notions n'est rien d'autre qu'une question de dimension et de portée au niveau de chacun de ces éléments. Cette relation peut se schématiser comme suit :

Figure 1 : Relation Plan- Programme- Projet



Source : codex de TRAORE Ahmadou

● **La gestion de projet**

Le Project Management Institute (PMI) définit la gestion de projet comme « l'art de diriger et de coordonner les ressources humaines et matérielles tout au long du cycle de vie d'un projet en utilisant des techniques de gestions modernes et appropriées pour atteindre des objectifs prédéterminés :

- d'envergure du produit ou du service,
- de coûts,
- de délais,
- de qualité,
- de satisfaction du client et des participants.

C'est le degré d'atteinte de ces objectifs qui détermine le degré de succès de tout projet ».

En outre, la gestion de projet est une action temporaire avec un début et une fin, qui mobilise des ressources identifiées (humaines, matérielles, équipements, matières premières, informationnelles et financières) durant sa réalisation, qui possède un prix et fait donc l'objet d'un budget de moyens et d'un bilan indépendant de celui de l'entreprise ou de l'organisation.

● **Le cycle de vie du projet**

Le schéma général d'analyse d'un projet comprend six grandes étapes depuis les objectifs fixés par le planificateur jusqu'à l'évaluation du fonctionnement des investissements qui ont été mis en place. Ce processus, depuis l'identification du projet jusqu'à l'évaluation de son exécution, peut être considéré comme un cycle parce que chacune des six étapes se trouve en étroite liaison avec l'étape précédente et l'étape suivante. Les étapes que traverse le projet sont :

○ **L'identification**

La première étape du processus de préparation d'un projet est celle de l'identification et de la définition du problème que le projet veut résoudre. Nombreux planificateurs commettent l'erreur de décider d'entreprendre un projet sans avoir au préalable identifié et défini le problème et le besoin. D'où des projets de construction de ponts là où il n'y a pas d'eau. D'où aussi des projets qui sont une duplication de ceux qui existent déjà. Enfin, d'où des projets qui s'attaquent au mauvais problème.

○ **La préparation**

A cette phase, les propositions de l'identification sont passées en revue afin d'évaluer avec fiabilité toutes les composantes du projet. Pour ce faire, on détermine les conditions, les besoins, les contraintes locales et les variables de changement social qui affecteront la conception du projet.

Il s'agit aussi d'analyser des variantes pour s'assurer de la rétention des variables qu'on juge valables et de passer à l'analyse de faisabilité sur les plans technique, commercial, financier, économique, social, organisationnel et administratif.

○ **L'appréciation ou évaluation ex ante**

Avant de décider la réalisation d'un projet quel qu'il soit, il est nécessaire d'en définir les objectifs, puis d'en évaluer la faisabilité technique et l'utilité, qui la plupart du temps peut s'exprimer sous forme d'un calcul de rentabilité.

Cette phase critique, portera sur un jugement qualitatif des objectifs visés par le projet. Ce jugement doit se faire sur chaque élément et de la qualité du travail effectué pendant les étapes précédentes. Il s'agit aussi de faire une analyse des risques pour ces éléments.

Le jugement doit porter sur la contribution efficace du projet au développement du pays, la rentabilité économique des investissements. C'est l'étape où les bailleurs de fonds observent avec attention les objectifs de la viabilité et la cohérence interne du projet.

Ainsi à ce niveau, le promoteur du projet avec l'accord des bailleurs de fonds accepte les travaux de l'étude de faisabilité.

○ **La sélection**

C'est l'étape cruciale pendant laquelle, le décideur sur la base de l'évaluation ex ante, peut choisir le projet ou une variante du projet ; il peut le refuser ou demander des études complémentaires.

Si le projet est sélectionné on aboutit à la signature d'une convention de financement entre le bailleur et l'emprunteur. Il est important à ce que le personnel qui a préparé ou élaboré le projet y soit associé.

○ **La réalisation**

C'est la mise en œuvre des moyens prévus. Cette mise en œuvre incombe à l'organe chargé de l'exécution du projet. L'intervention du bailleur se limite à la supervision du déroulement des opérations.

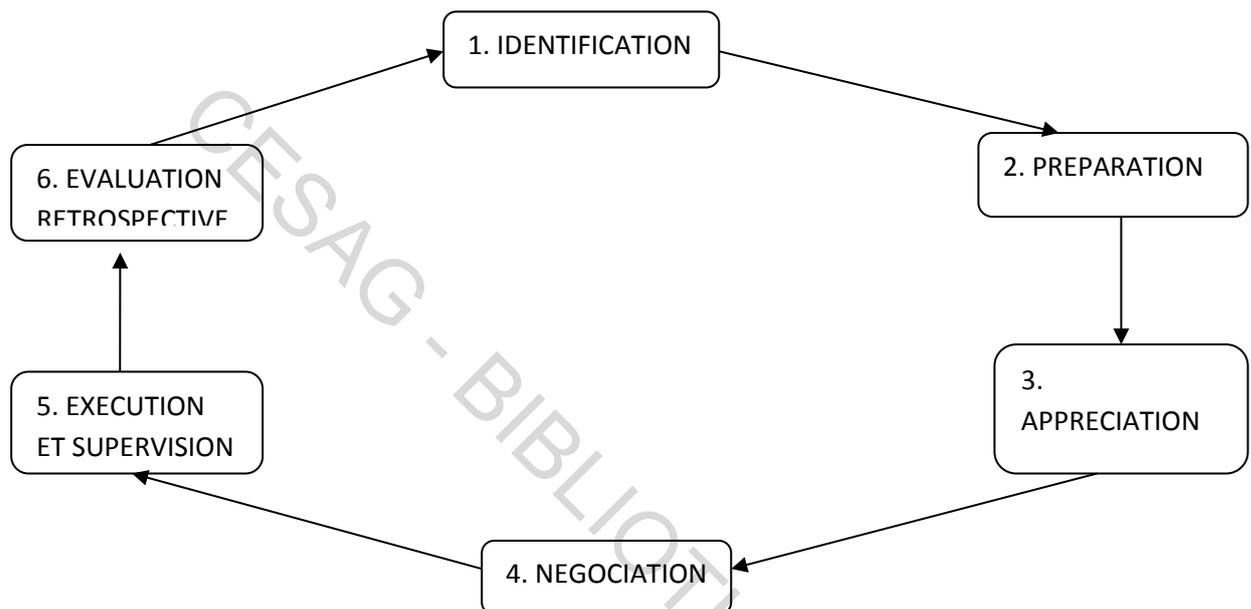
La réalisation d'un projet se fait sous les formes suivantes :

- ✓ La période de mise en œuvre ;
- ✓ La réalisation de la période d'investissement ;
- ✓ La réalisation de la période de production ;
- ✓ La période de contrôle et de rééquilibrage.

○ **L'évaluation ex post ou évaluation finale**

Elle consiste à apporter une appréciation, aussi systématique et objective que possible, sur un projet achevé. Il s'agit de déterminer la pertinence des objectifs et leur degré de réalisation, l'efficacité, l'efficacités, l'impact et la viabilité par rapport au développement. En plus, elle permet de réorienter le projet ou de tirer des enseignements de l'expérience acquise pour les projets similaires à venir.

Figure 2: Schéma du cycle de vie du projet



Source : mémoire de fin d'études de Moctar ABDOURAHIM 1^{ère} promotion DESS GP.

II. L'Évaluation en Situation Réelle

1. Contexte de l'ESR

L'approche de l'Évaluation en situation réelle a été mise au point pour aider les évaluateurs à faire des évaluations qui soient le plus rigoureuses possible. D'un point de vue méthodologique, ces évaluateurs travaillent avec des contraintes budgétaires et temporelles, en ayant accès à certains types de données et en subissant des pressions politiques pour produire des résultats spécifiques.

2. Définition de l'ESR

C'est une approche intégrée pour garantir des normes acceptables de rigueur méthodologique face aux contraintes de budget, de temps, d'argent, de données et de situation politique en Situation réelle.

En outre, l'ESR est un outil de gestion, une procédure destinée à évaluer les incidences ou effets environnementaux d'un projet.

En d'autres termes, l'ESR désigne l'ensemble de la démarche destinée à analyser les conséquences ou effets d'un projet, d'un programme,...sur une population donnée à un moment précis et dans une aire géographique déterminée.

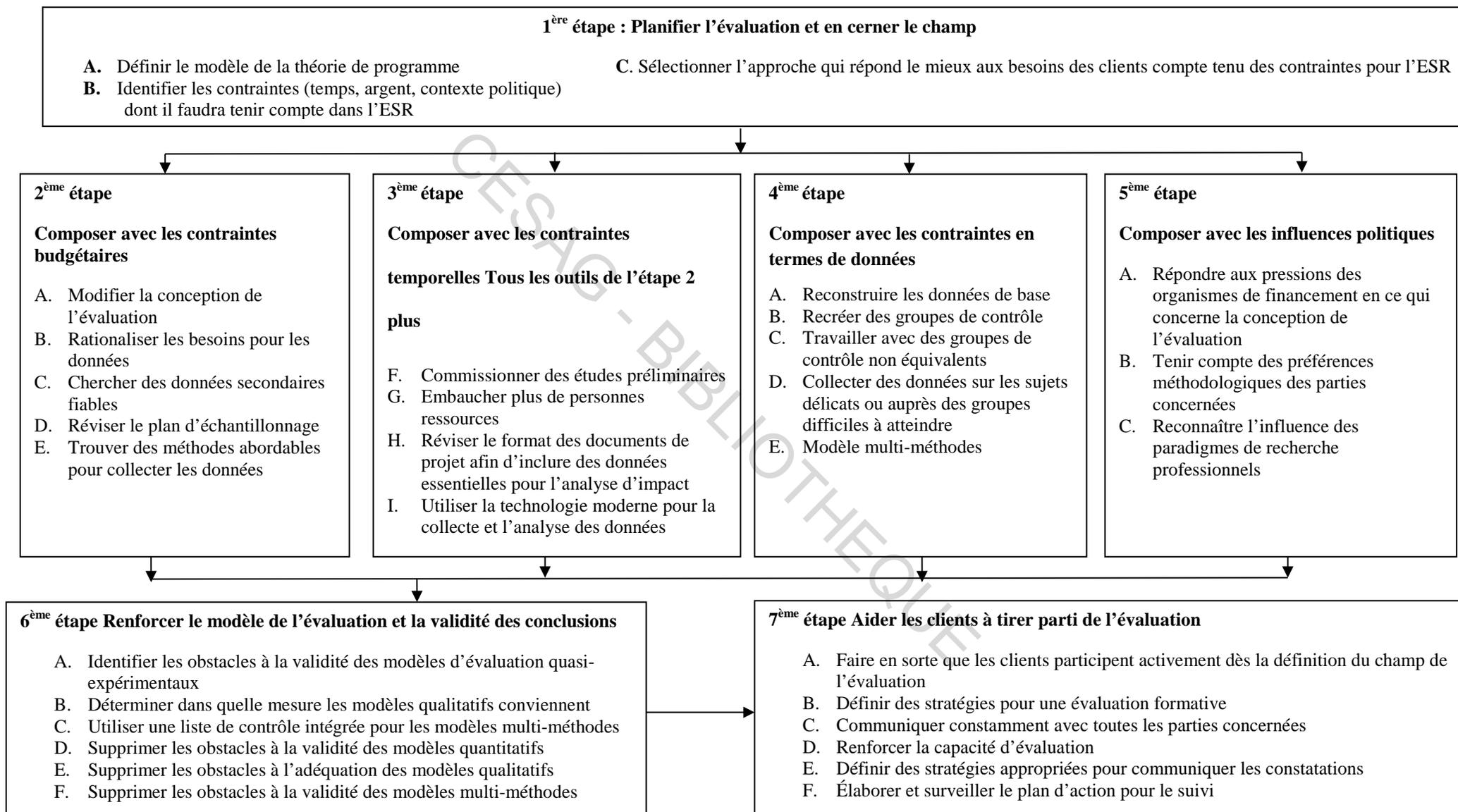
Il s'agit donc, de porter un jugement de valeur sur le degré d'influence qu'aura une activité ou un projet sur une composante de l'environnement et sur l'importance des conséquences de l'ensemble du projet sur les participants au projet tout en tenant compte du ou des groupes témoins.

3. Le but de l'ESR

Comme toute évaluation, celle-ci vise à analyser si le projet ou l'organisation a obtenu l'impact escompté de façon à déterminer si ce modèle doit être reproduit ailleurs. Elle vise également à porter une appréciation sur le projet ou un programme en termes d'efficacité, d'impact sur le groupe cible, de rentabilité et de durabilité, de manière à améliorer son fonctionnement.

En d'autres termes, son but est d'évaluer à quel point le projet est efficace pour bénéficier à la communauté concernée, afin de permettre de prendre des décisions concernant la durabilité et la reproductibilité.

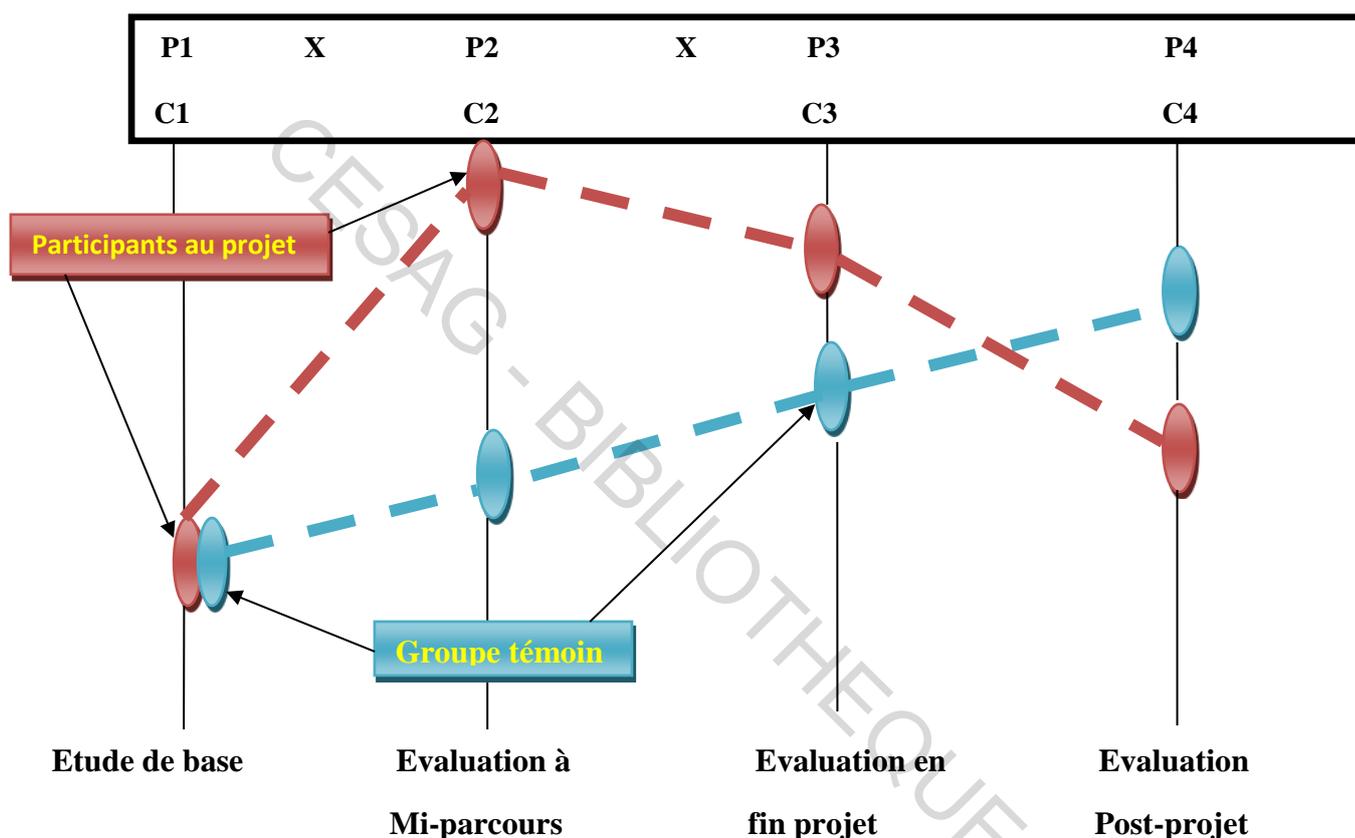
Tableau 1 : L'approche de l'évaluation en situation réelle



4. Les modèles d'ESR

En fonction de la compréhension des besoins du client en termes d'information et de degré de rigueur et de ce qui est faisable compte tenu des contraintes, l'évaluateur et le client doivent déterminer quel modèle d'évaluation convient et est possible compte tenu des circonstances. Les différents modèles d'ESR développés par **JIM Rugh** dans son ouvrage intitulé *Reel World Evaluation* (Évaluation en Situation Réelle) sont au nombre de sept (07).

➤ **Figure 3 : Modèle 1 Longitudinal quasi expérimental**



Légende : X = Intervention (traitement), c'est-à-dire ce que le projet fait dans la collectivité ;

P (ligne du haut) : Participants au projet;

C (ligne du bas) : Groupe témoin (contrôle)

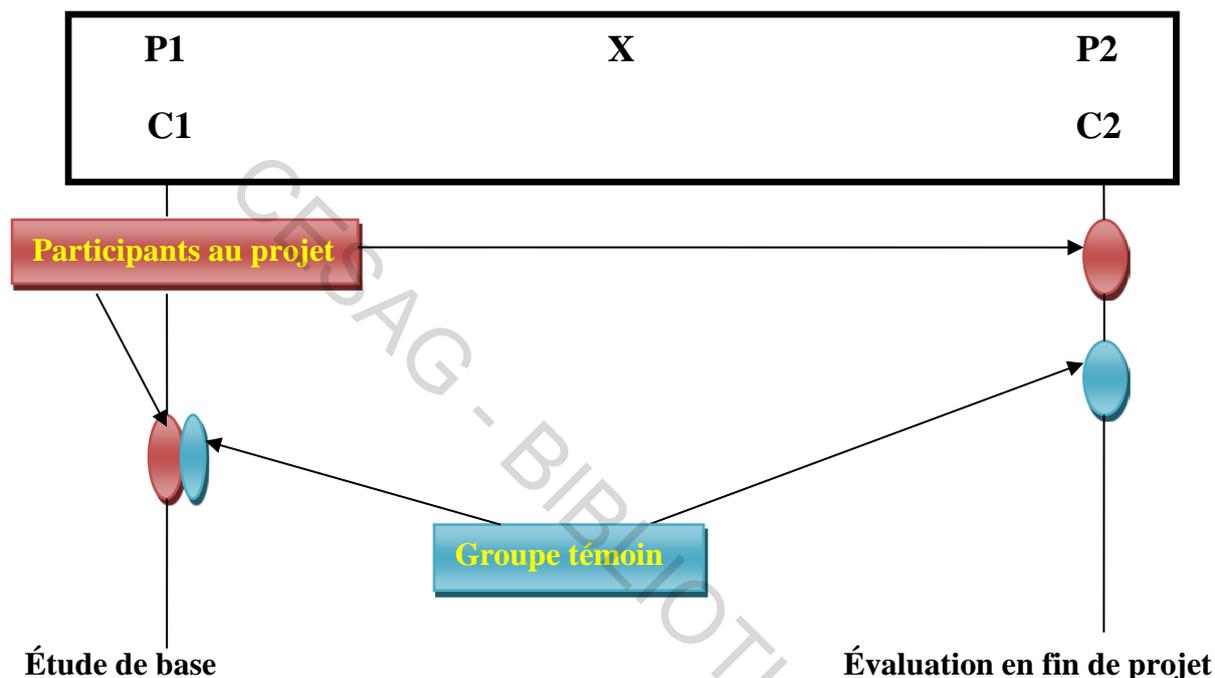
Source : ouvrage de **JIM Rugh** intitulé **Reel World Evaluation**

Ce premier modèle d'évaluation est dit longitudinal complet, avec observations pré-, à mi-parcours, post- et ex-post et avec un groupe de projet et un groupe de comparaison.

C'est le modèle le plus rigoureux qui étudie le processus de mise en œuvre et la durabilité. Il peut être nécessaire pour mettre à l'essai un nouveau projet novateur qui, si son impact immédiat (effets) peut être démontré, sera mis en œuvre à une beaucoup plus grande échelle.

Cependant, C'est le modèle le plus onéreux et celui qui demande le plus de temps, et donc le plus difficile à mettre en œuvre.

➤ **Figure 4 : Modèle 2 : Quasi expérimental (pré post, avec 'témoin')**

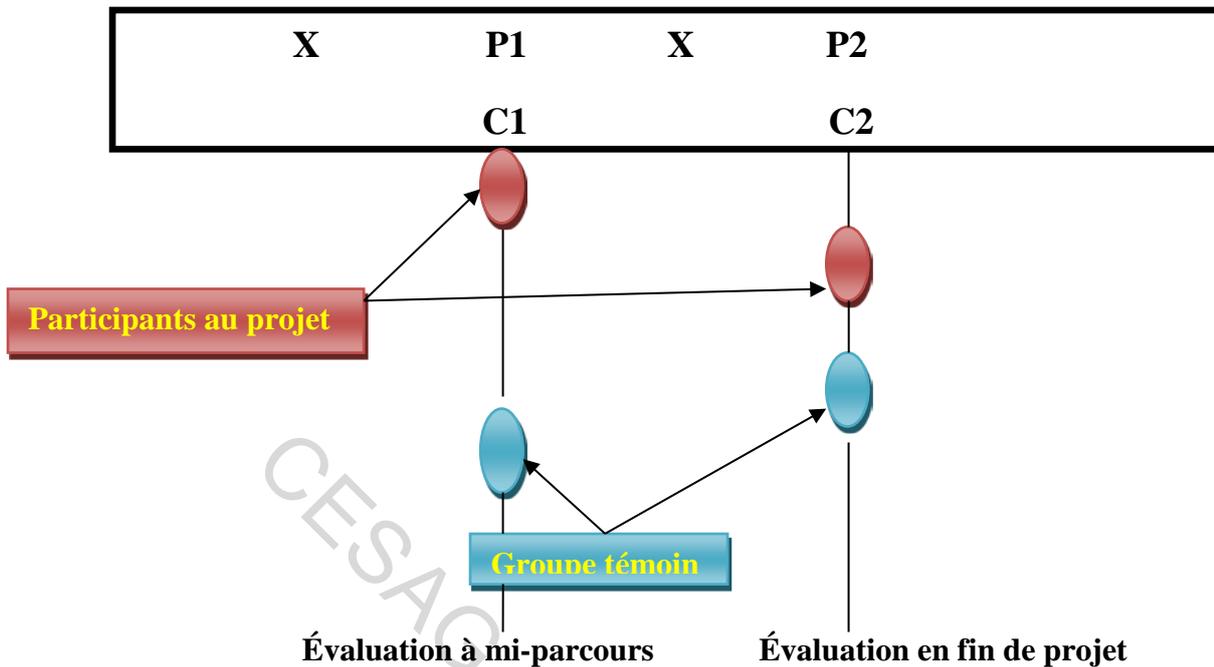


Source : ouvrage de JIM Rugh intitulé Reel World Evaluation

Ce modèle se fait avec mesure avant et après le projet et avec un groupe de projet et un groupe de comparaison. C'est le modèle le plus rigoureux parmi les modèles. Avec un groupe de contrôle bien choisi, il fournit de bonnes estimations des effets du projet

Cependant sa réalisation suppose que le groupe de comparaison est raisonnablement similaire au groupe de projet et d'accord pour participer à deux sondages, même s'ils n'ont rien à y gagner.

- **Figure 5 : Modèle 3 (Longitudinal tronqué avec mesure avant et après le projet et avec un groupe de projet et un groupe témoin).**



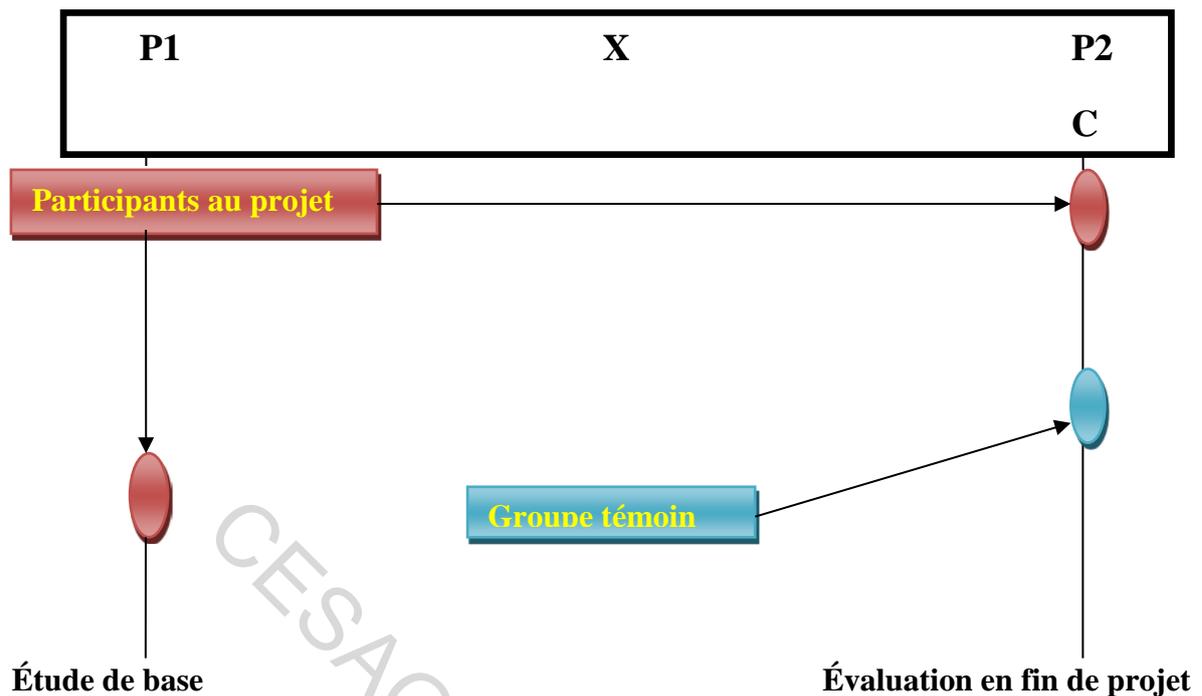
Source : ouvrage de JIM Rugh intitulé Reel World Evaluation

C'est un modèle longitudinal tronqué avec mesures avant et après le projet et avec un groupe de projet et un groupe de comparaison.

L'avantage de ce modèle est qu'il permet de faire une observation des processus ainsi que celle des impacts immédiats. En plus c'est un modèle raisonnablement rigoureux, en particulier pour les projets où la mise en œuvre démarre lentement et où l'on ne manque pas grand-chose en commençant plus tard.

Son inconvénient est qu'il n'évalue pas la mise en œuvre du projet, ne commence pas avant le mi-parcours environ, et n'évalue donc pas à la mise en route du projet et le début de la mise en œuvre du projet

➤ **Figure 6 : Modèle 4 (Pré post projet, comparaison post seulement)**



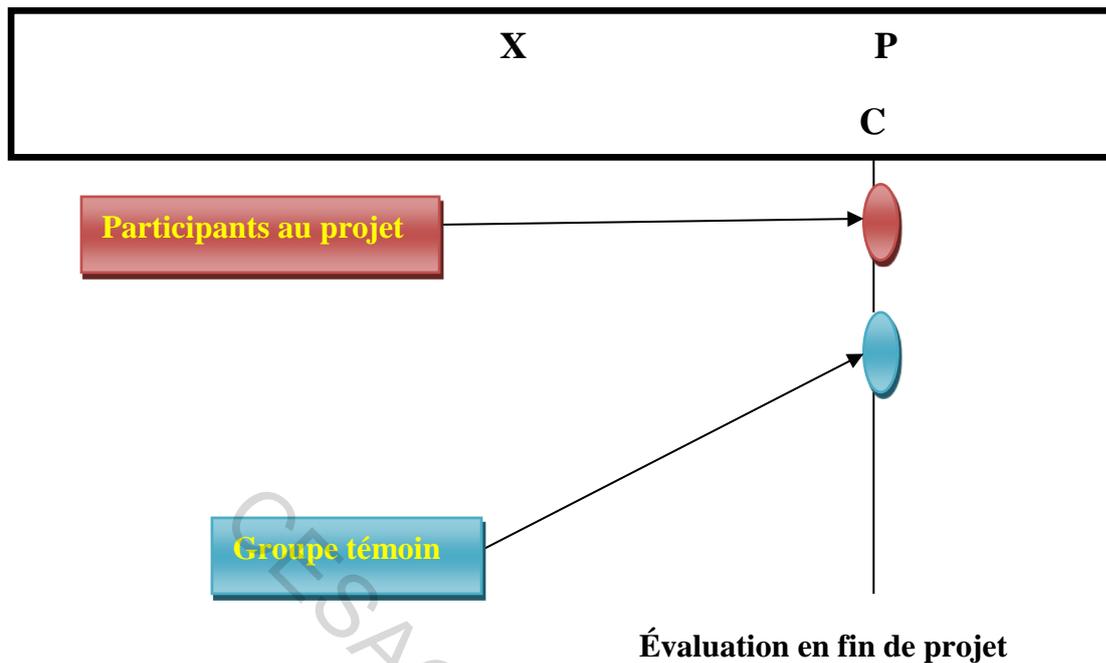
Source : ouvrage de JIM Rugh intitulé Reel World Evaluation

C'est un modèle d'évaluation qui se fait avec mesures avant et après le projet et avec un groupe de projet, combiné avec une analyse post-test du groupe de projet et du groupe de comparaison.

L'avantage de ce modèle est qu'il permet de déterminer si le modèle de projet marche et produit les extrants visés. En outre il permet d'identifier les similarités et les différences entre domaines du projet et domaines similaires et de déterminer dans quelle mesure le projet pourrait être répliqué.

L'inconvénient est qu'il ne permet pas de déterminer si les différences observées à la fin du projet entre le groupe de projet et le groupe de comparaison sont attribuables au projet ou à des différences préexistantes entre les deux groupes. Il ne permet pas également de contrôler si des événements de l'histoire locale pourraient influencer sur les effets directs.

➤ **Figure 7 : Modèle 5 (post-test avec groupe de projet et groupe témoin)**



Source : ouvrage de JIM Rugh intitulé Reel World Evaluation

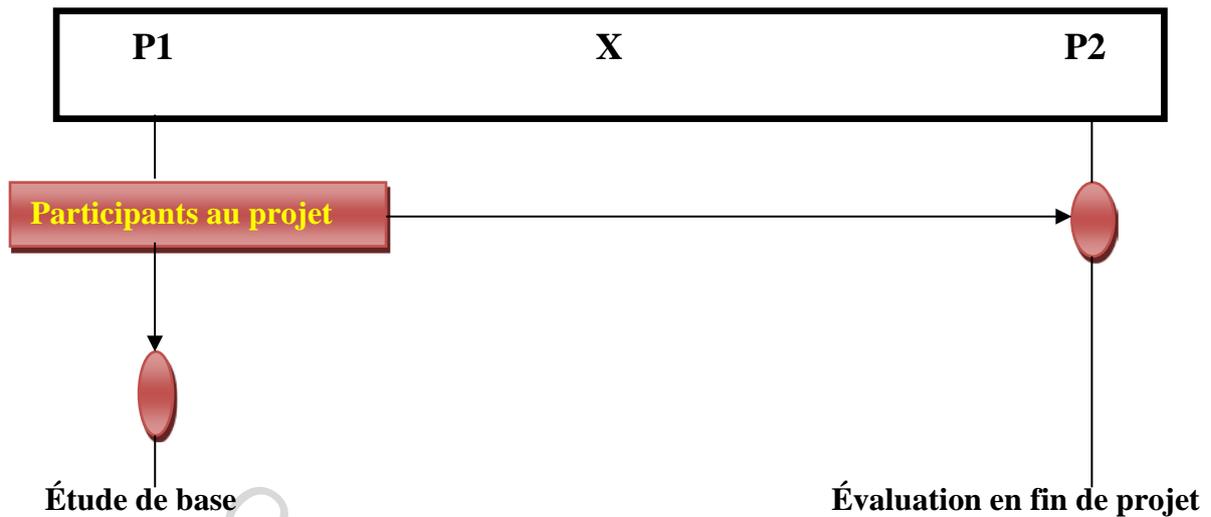
C'est un modèle avec mesure après le projet, et avec un groupe de projet et un groupe de comparaison.

L'intérêt de ce modèle est qu'il permet d'évaluer des projets pour lesquels on a mis en œuvre des interventions soigneusement testées ou qui se déroulent dans des endroits isolés où d'autres interventions externes n'interfèrent pas.

Cependant, il présente des désavantages car il ne permet pas :

- d'estimer avec exactitude la magnitude des impacts immédiats du projet
- de contrôler le rôle de l'histoire locale
- de déterminer les possibilités de reproduire le projet à plus grande échelle
- d'étudier le processus de mise en œuvre du projet.

➤ **Figure 8 : Modèle 6 (pré post projet, pas de comparaison)**



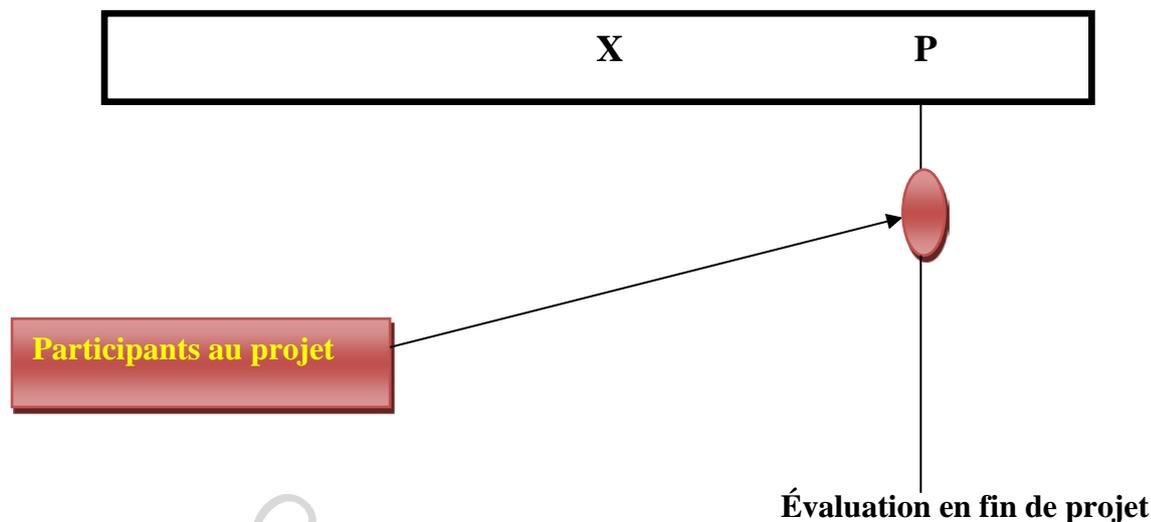
Source : ouvrage de JIM Rugh intitulé Reel World Evaluation

C'est un modèle avec mesure avant et après le projet et avec un groupe de projet. L'intérêt est qu'il permet d'avoir une estimation approximative des effets directs du projet.

Cependant, ce modèle ne permet pas :

- d'estimer avec exactitude la magnitude des impacts du projet,
- de confirmer facilement si les changements observés sont dus au projet et non à d'autres facteurs ou interventions,
- de faire la comparaison avec d'autres collectivités,
- de contrôler si d'autres variables ont joué un rôle au moyen d'une analyse multi-variable.

➤ **Figure 9 : Modèle 7 (post test avec juste les participants au projet)**



Source : ouvrage de JIM Rugh intitulé Reel World Evaluation

Il est un modèle avec mesure après le projet et avec un groupe de projet seulement. Il est utile pour les études préliminaires lorsque l'on veut avoir une idée générale de l'efficacité du modèle de projet. En ce sens, il donne une première estimation approximative des résultats, en particulier pour des projets petits ou isolés.

Toutefois ce modèle ne permet pas :

- d'obtenir des estimations raisonnablement précises de l'impact du projet;
- d'être sûr à 100% que les changements observés sont dus au projet et non à d'autres facteurs ou interventions;
- de contrôler le rôle d'événements extérieurs;
- d'obtenir des données comparatives pour estimer les possibilités de répliquer le projet.

La rigueur de tous ces modèles peut être accrue en les combinant avec le cadre d'évaluation de l'impact et l'analyse des facteurs contextuels.

Pour les modèles 1-2-3-4 et 5 qui utilisent des groupes de comparaison, une analyse beaucoup plus rigoureuse peut être faite en utilisant une analyse par régression multiple pour contrôler statistiquement les différences au niveau des caractéristiques du groupe de projet et du groupe de comparaison. Lorsque les données secondaires fiables sont disponibles, ces modèles peuvent en outre être renforcés au moyen de techniques statistiques d'appariement, sur des scores de propension ou des variables instrumentales par exemple.

Notons que pour le choix d'un modèle d'ESR qui convient il faut un certain nombre de facteurs, parmi lesquels :

Quand l'évaluation a-t-elle commencé? Au début du projet, en cours de projet, ou bien après qu'il soit arrivé à son terme?

Pour ce qui est de notre contexte d'étude, l'évaluation s'est faite après que le projet soit arrivé à son terme. Et ce type d'évaluation correspond au **modèle 5**. Cela se justifie par le fait qu'aucune donnée de base ou sur la situation à mi-parcours n'est collectée. En d'autres termes, c'est une évaluation qui s'est réalisée à la fin du projet sur la base d'une analyse comparative de la situation d'un des groupes de projet et d'un groupe de comparaison voire un groupe témoin.

III. Elaboration du modèle d'analyse

Elle se fera par la mise en évidence de questions de recherche et une définition des différentes variables. Ces dernières, identifiées à travers la présentation de notre logique d'analyse seront, par la suite, opérationnalisées par l'identification des indicateurs.

1- Questions de recherche et hypothèses

❖ Questions de recherche

Partant de l'objectif général visé dans cette étude, il ressort que la question principale qui constitue notre motivation et qui mérite un éclaircissement est « **quels sont les bénéfices imputables au projet ?** » Autrement dit, le projet est-il profitable pour les bénéficiaires ?

Pour apporter des réponses à cette interrogation, nous serons amenés à voir l'incidence du PAEF sur le niveau d'accès et de maintien des filles à l'école sur la base d'un contrôle statistique axé sur les différences au niveau des caractéristiques du groupe de projet et du groupe de comparaison.

Ainsi, les résultats obtenus sur le terrain vont servir de soubassement pour la reformulation de recommandations.

❖ Hypothèse de recherche

La performance des résultats relatifs à l'accès et au maintien des filles à l'école est tributaire des actions menées dans le cadre du projet au profit des bénéficiaires notamment des filles.

Après cette clarification des questions et hypothèse de recherche et la présentation de notre logique d'analyse nous passons maintenant à la définition des différentes variables qui se dégagent.

2- Définition des variables

Cette définition des variables permet d'apporter des clarifications sur les tenants et les aboutissants en ce qui concerne les indicateurs.

- **Variable explicative ou variable indépendante**

La scolarisation des filles est ici la variable explicative ou variable indépendante. Elle sera relative aux indicateurs que sont l'accès et le maintien des filles à l'école.

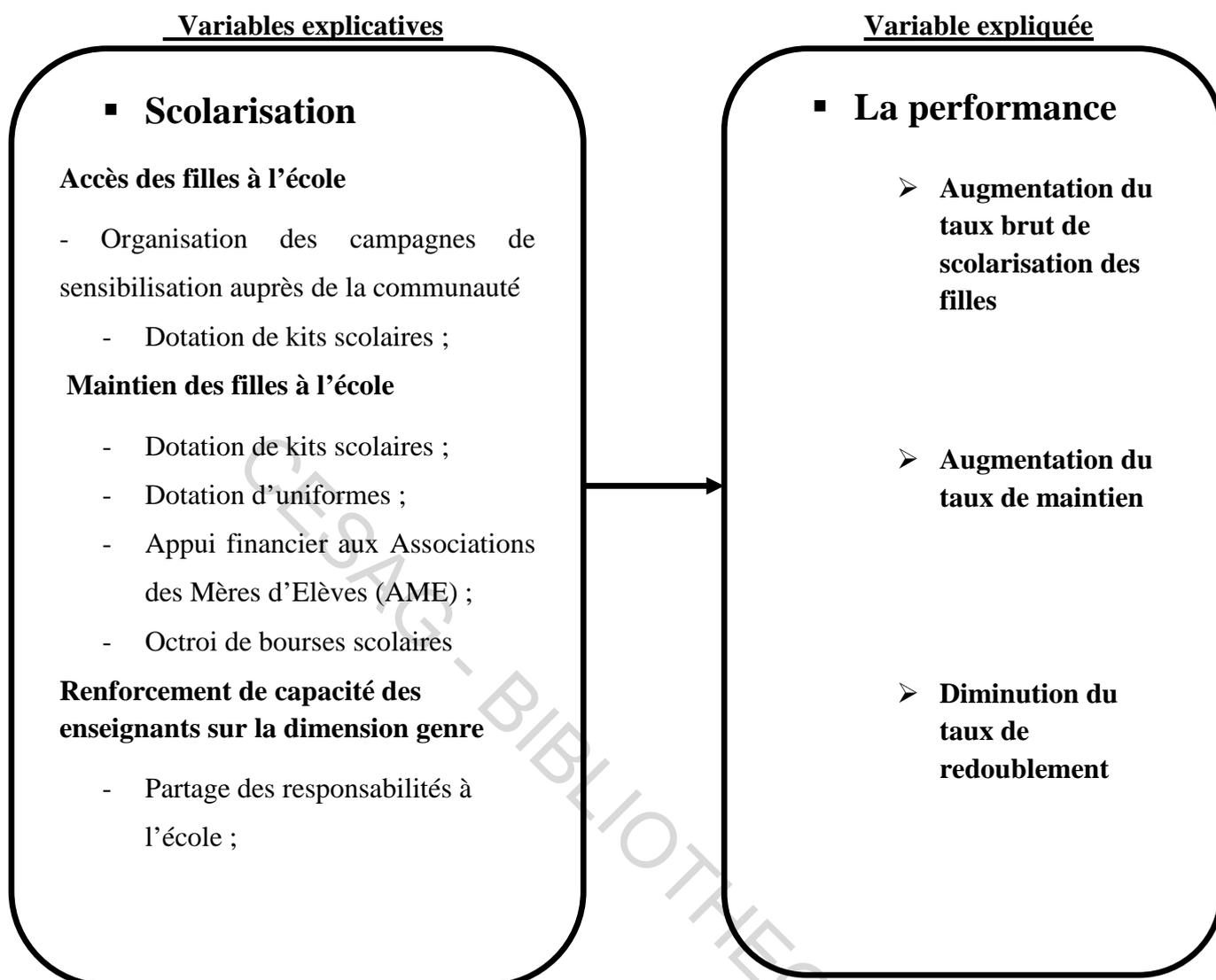
L'accès : ce critère mesure l'adéquation entre l'objectif ou les résultats par rapport aux besoins et attentes du projet. Cet indicateur touche aux moyens et matériels mobilisés en vue d'améliorer l'accès des filles à l'école.

Le maintien : elle s'interroge sur comment réduire le taux d'abandon assez élevé et les déperditions.

- **Variable expliquée ou variable dépendante**

La variable expliquée est la **performance** des filles. Il s'agit de voir quelles sont les stratégies à mettre en œuvre pour éradiquer les redoublements en soutenant surtout les filles en difficultés d'apprentissage.

Figure 10: Le cadre conceptuel



Source : l'étudiant chercheur

3. Modèle de collecte des données

Les données collectées sont d'une part, tirées de la documentation de l'école intervention du projet et de celle du projet et d'autre part d'observations de terrain, d'entretien et d'enquêtes menées auprès de certaines parties prenantes notamment des bénéficiaires et du groupe témoin.

DEUXIEME PARTIE
PRESENTATION DU CHAMP DE L'ETUDE
ET DES RESULTATS

Chapitre 1 : CONTEXTE DE L'ETUDE

Dans ce chapitre, sera exposé le contexte global dans lequel l'étude a été menée. Cela découlera sur une description du milieu d'intervention et une présentation synthétique du projet et des différents partenaires qui y sont impliqués.

I. Présentation du milieu d'intervention : le département de Linguère

1. La situation géographique et scolaire du département

Capitale du Ferlo, le département de Linguère fait partie de la région administrative de Louga née du découpage de 1976. Il est une zone peuplée de Wolofs, de Peulhs, de Maures et de Sérères.

Les limites de la circonscription scolaire recoupent celles du département administratif. La circonscription est divisée en deux districts : le district 1 regroupant les écoles de la commune de Linguère et celles des arrondissements de Barkédji et de Dodji et le district 2 regroupant les écoles de la commune de Dahra et celles des arrondissements de Sagatta Djolof et de Yang Yang.

En dehors de ces districts on y retrouve également treize zones pédagogiques homogènes (ZPH) et un collectif des directeurs d'écoles (CODEC).

La circonscription scolaire compte 256 écoles élémentaires fonctionnelles dont 254 publiques et 25 Collèges d'Enseignement Moyen (CEM) dont 23 du public et 23 écoles préscolaires dont 19 du public.

2. Les raisons de l'intervention du PAEF dans le département

L'étendue du département et son sous peuplement relatif, expliquent la dispersion des écoles sur le plan géographique et une difficulté réelle à bâtir un réseau scolaire homogène du fait du type d'habitat de l'ethnie Peulh fortement majoritaire et réfractaires à la scolarisation des filles.

En plus de ces caractéristiques, des études socio-anthropologiques menées minutieusement ont montré que cette partie du pays est caractérisée par des taux d'abandon très élevés et des taux d'achèvement faibles surtout pour ce qui est de l'éducation des filles. Cette situation scolaire non satisfaisante s'explique en partie par un niveau de pauvreté plongeant une

certaine couche de la population dans une situation précaire. Ce qui a entraîné l'exode rural de certaines populations villageoises et péri urbaines.

En dehors de cette pauvreté, d'autres pratiques socioculturelles comme les mariages précoces et la transhumance, deux phénomènes récurrents avec l'ethnie peulh font partie des obstacles qui gangrènent l'éducation des filles.

Partant de tous ces constats, le PAEF a jugé nécessaire d'intervenir dans cette partie de la région de Louga en vue de contribuer à la réduction des taux d'abandon et de redoublement des filles. Et pour atteindre cet objectif une implication et une participation inclusive de tous les acteurs de l'éducation sont prises en compte par le projet.

- **Les écoles cibles du PAEF dans le département de Linguère**

Compte tenu de l'étendue non négligeable du département de Linguère et de ses moyens plus ou moins limités, sur deux cent cinquante-six (256) écoles, le PAEF intervenait dans cinq (05) écoles. Il s'agissait des écoles de : Bamol SOW de Barkédji, Doundodji, Warkhokh, Linguère Diambor et de Ngueuneunène.

- ✓ **Bamol SOW de Barkédji** (arrondissement de Barkédji) : cette école est située dans une zone d'éleveurs où la transhumance et les mariages précoces constituent des phénomènes récurrents empêchant l'accès et le maintien à l'école des enfants en général et des filles en particulier.
- ✓ **Doundodji** (arrondissement de Dodji) : l'école porte le nom de la localité. c'est un milieu caractérisé par un exode rural surtout pendant la saison sèche qui coïncide avec l'année scolaire. En plus, les filles se donnent le plus souvent en mariage à bas âge. Ces phénomènes constituent des obstacles majeurs pour l'éducation des enfants surtout des filles. Dans cette zone, à défaut du mariage précoce, beaucoup de filles sont envoyées dans les centres urbains où elles sont employées comme des domestiques pour prendre entièrement en charge ou une partie de la dépense quotidienne de leur famille laissée au village.
- ✓ **Warkhokh** (arrondissement de Dodji) : à l'instar de Doundodji, l'objectif du PAEF est non seulement de favoriser l'accès et le maintien des filles à l'école dans cette localité mais également de contribuer à limiter ou à lutter contre l'exode rural, les mariages précoces et l'insertion prématurée des filles dans le milieu professionnel. En

plus, le PAEF appuyait les populations dont leurs principales activités sont l'agriculture et l'élevage et que les revenus qu'elles en tiraient ne leur permettaient pas de prendre en charge les frais de scolarité de leurs progénitures. Ce qui occasionnait la déperdition scolaire de beaucoup de filles.

- ✓ **Linguère Diambor** (commune de Linguère) et **Ngueuneunène** (commune de Dahra Djoloff): ce sont des écoles situées chacune respectivement dans un quartier périphérique des communes de Linguère (07 écoles primaires) et de Dahra (13 écoles primaires). Ces quartiers sont généralement habités par des populations démunies. L'objectif du PAEF est de favoriser l'accès et le maintien des filles à l'école mais aussi d'aider comme dans toutes ses zones d'interventions certains parents d'élèves démunies à mener des Activités Génératrices de Revenus (AGR) en mettant à leur disposition des financements. Ce qui permettra aux enfants particulièrement les filles de pouvoir suivre correctement leur scolarité au lieu d'être employées dans le petit commerce ou les travaux ménagers.

Les milieux qui abritent ces écoles ont un dénominateur commun : la pauvreté, l'exode rural, les mariages précoces, le faible niveau d'instruction des parents, l'emploi des filles dans les travaux domestiques.

C'est l'ensemble de ces facteurs nuisibles à l'éducation des filles qui ont motivé le PAEF à intervenir dans ces différentes parties (écoles) du département de Linguère.

Tableau 2 : Réseau scolaire des écoles cibles : 2011/2012 (Année d'intervention du PAEF)

Nom de l'école	CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2		
	Effectif total	Effectif des filles	%filles	Effectif total	Effectif des filles	%filles	Effectif total	Effectif des filles	%filles	Effectif total	Effectif des filles	%filles	Effectif total	Effectif des filles	%filles	Effectif total	Effectif des filles	%filles
Linguère Diambor	94	51	54.26	76	41	53.95	82	44	53.66	58	29	50	64	27	42.19	57	31	54.39
Ngeunenène	141	83	58.87	131	77	58.78	124	63	50.80	104	62	59.62	96	48	50	64	36	56.25
Bamol Sow	63	34	53.97	74	42	56.76	85	49	57.65	73	40	54.79	71	40	56.34	54	23	42.60
Doundodji	52	32	61.54	32	14	43.75	37	25	67.57	48	15	31.25	30	18	60	27	9	33.33
Warkhok h	71	31	43.66	57	25	43.86	54	22	40.74	59	21	35.60	51	15	29.41	52	32	61.54

Source : données statistiques de l'IDE de Linguère

Compte tenu de la distance qui séparent ces différentes écoles d'intervention du PAEF et des faibles moyens disposés, l'étude en question est portée sur l'école Ngueuneunène (groupe du projet) et celle de Ndiobène (groupe témoin) toutes deux situées dans des quartiers périphériques de la commune de Dahra.

- **Présentation de la commune de Dahra**

Située dans le département de Linguère (région administrative de Louga), la localité de Dahra devenue en communauté rurale avec la réforme administrative de 1976 est érigée en commune depuis 1990-1991. Cette ville s'illustre sur le plan national voire international grâce aux activités commerciales et pastorales, par son dynamisme économique. Elle abrite le deuxième grand marché hebdomadaire du pays après Diaobé.

Ce marché qui se tient le dimanche, constitue un haut lieu d'échanges intenses entre commerçants et autres Dioulas venus des quatre coins du Sénégal et de la sous région. Cette activité commerciale intense est l'une des raisons de son expansion qui ne cesse d'étonner d'aucuns. Et selon les estimations officielles la population est de 30 896 habitants. Cette population est composée en majorité de wolofs et de peulhs avec d'importants groupes maures.

La ville de Dahra bénéficie d'un climat sahélien avec une végétation steppique et à l'instar de plusieurs villes du Nord et centre du Sénégal, elle est victime de la désertification et de l'ensablement grandissants.

Sur le plan éducatif, la ville de Dahra dispose aujourd'hui de la population scolarisable la plus importante du département de Linguère. Elle compte aujourd'hui treize écoles élémentaires avec un effectif total de 5983 dont les filles représentent 3230 soit 53.98%, trois collèges d'enseignement moyen, un lycée et deux collèges privés.

Tableau 3 : RESEAU SCOLAIRE 2012/2013 (Commune de Dahra)

ECOLES	COURS	RESEAU SCOLAIRE 2012/2013																				
		CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2			TOTAL		
		NB	TOT	FIL	NB	TOT	FIL	NB	TOT	FIL	NB	TOT	FIL	NB	TOT	FIL	NB	TOT	FIL	NB	TOT	FIL
MAGATTE NDIAYE	12	2	101	44	2	70	28	2	72	35	2	53	16	2	69	39	2	62	36	12	427	198
SIDY ALBOURY	14	2	117	55	3	103	52	2	95	55	3	108	69	2	104	62	2	77	44	14	604	337
DAHRA MBAYENE	14	3	168	86	2	121	63	2	118	64	2	97	50	3	133	84	2	70	40	14	707	387
DAHRA 4	12	2	88	38	2	124	64	2	92	46	2	105	57	2	83	45	2	94	53	12	586	303
DAHRA MUNICIPALE	14	2	86	34	3	112	56	3	98	65	2	75	44	2	87	42	2	63	41	14	521	282
NGOME	12	3	118	81	2	73	39	2	90	52	2	62	43	2	65	39	1	46	31	12	454	285
NGUENENENE	13	3	159	96	2	134	74	2	111	67	2	120	60	2	118	74	2	80	38	13	722	409
DAHRA 8	12	2	88	31	3	108	53	2	94	50	2	77	35	2	71	35	1	47	19	12	485	223
ANGLE L'ISLAM	12	3	104	60	2	96	51	2	84	48	2	61	37	2	58	23	1	27	14	12	430	233
NDIAMBOR	10	2	115	63	2	87	42	2	73	35	2	65	30	1	40	29	1	38	25	10	418	224
NDIOBENE	9	2	105	57	2	79	38	2	77	44	1	56	31	1	48	32	1	29	19	9	394	221
DAHRA MONTAGNE	5	2	85	55	1	48	19	1	46	22	1	56	32	0	0	0	0	0	0	5	235	128
ABDOUL A. IBN BAZ	6	1	38	12	1	23	7	1	26	6	1	24	6	1	31	9	1	41	10	6	183	50
TOTAL	139	28	1334	700	26	1155	579	24	1050	583	23	935	504	21	876	504	17	633	360	139	5983	3230

Source : Données statistiques de l'IDE de Linguère

En effet, les quartiers de Ngueuneunène et de Ndiobène qui abritent les deux écoles choisies sont des milieux où les populations s'adonnent aux métiers d'agriculture, d'élevage, de petits commerces. Dans ces localités les parents désertent le plus souvent leurs maisons presque toute la journée. Ainsi les élèves laissés à eux-mêmes peuvent aller à l'école sans rien manger surtout s'ils n'ont pas à leur disposition leur sœur qui, avant d'aller à l'école ou de retour de l'école se charge de la préparation du repas.

En somme, telles sont les raisons qui ont motivé notre choix sur ces deux écoles pour pouvoir mesurer les changements imputables au projet.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

II. Présentation du projet et des partenaires

Dans cette partie, il sera procédé à une brève description du projet et des différents acteurs qui y sont associés.

1. Présentation du PAEF

Au Sénégal, l'éducation des filles a été pendant longtemps un créneau de prédilection pour bon nombre d'organisations œuvrant en fonction de leurs lignes propres. C'est dans le souci de fédérer les interventions que le Ministère de l'Education Nationale a mis en place le Cadre de Coordination des Interventions sur l'Education des Filles (CCIEF). Ce cadre est appuyé par la coopération italienne à travers le Projet d'Appui à l'Education des Filles (PAEF). Ce projet pilote est donc le fruit d'un accord entre le gouvernement de la République d'Italie et le gouvernement de la République du Sénégal signé le 28 octobre 2009 et entré en vigueur le 16 août 2010 par note verbale numéro 01O424 pour une durée de trois mois.

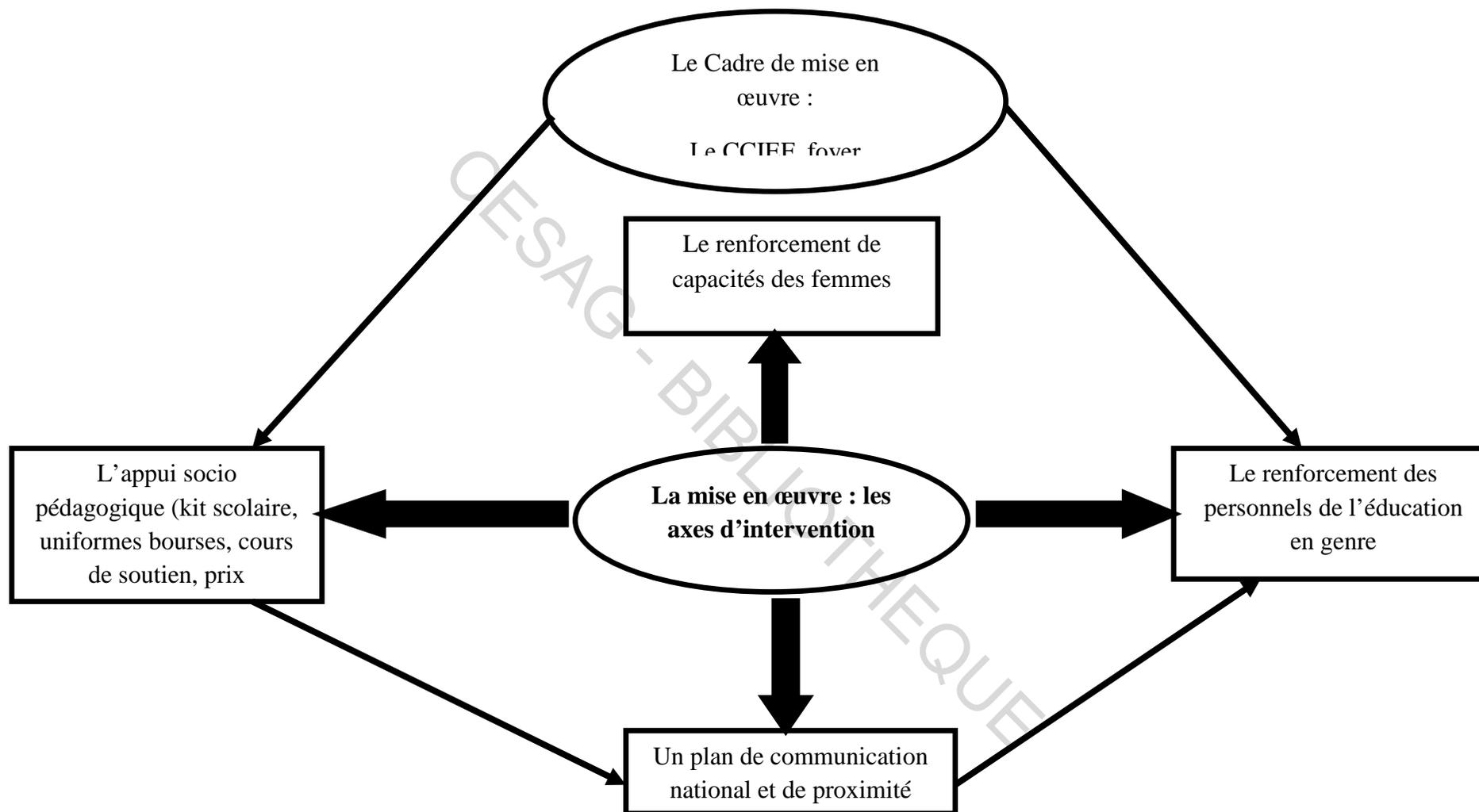
Avec un financement de **1 803 881 750 FCFA**, le PAEF dont le lancement officiel a été fait dans la région de Dakar plus précisément dans le département de Pikine, vise à maintenir les filles à l'école en améliorant leurs conditions d'étude. L'objectif du projet est d'appuyer **20 000** filles des régions de Fatick, Diourbel, Louga, et de la banlieue dakaroise.

✓ Axes d'intervention du PAEF

Le projet s'articule globalement autour des axes suivants :

- Appuyer le Cadre de Coordination nationale des Interventions sur l'Education des Filles (CCIEF) ;
- Lutter contre le taux d'abandon assez élevé et les déperditions dus en grande partie aux mariages précoces, aux nomades des éleveurs et à l'exode rural ;
- Investir sur les associations de femmes (appui et renforcement de capacités) ;
- Assurer le maintien et la performance des filles,
- Appuyer la réalisation d'un plan de communication nationale et de proximité pour l'information et la sensibilisation sur les questions de genre reliées à la scolarisation ;
- Soutenir les acteurs institutionnels et la société civile impliquée dans la scolarisation à l'élémentaire ;
- Apporter un soutien socio pédagogique aux élèves des écoles sélectionnées dans les quatre régions cibles Fatick, Diourbel, Dakar et Louga.

Figure 11 : Schéma de la Stratégie de mise en œuvre des axes d'intervention du PAEF



Source : Document Essai de modélisation de l'expérience du PAEF, novembre 2012, page 10

2. Les objectifs du projet

✓ Objectif global

Ce projet pilote vise à contribuer à la réalisation des objectifs 2 et 3 du millénaire pour le développement à travers l'élimination des disparités de genre dans l'éducation primaire.

✓ Objectif Spécifique

Le PAEF a pour objectif spécifique de réduire les disparités de genre dans le pourcentage des diplômés dans l'école élémentaire par l'élimination des facteurs qui limitent les filles dans l'accomplissement du cycle primaire dans les 4 régions d'intervention du projet : Dakar, Fatick, Diourbel, Louga.

✓ Composantes du PAEF

Elles sont au nombre de quatre (04)

- **Composante1:** Appui à la mise en œuvre d'un plan d'action du Cadre de Coordination des Interventions sur l'Education des Filles (CCIEF) et Unité de Monitoring (UMAT) ;
- **Composante2 :** Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication (radio télévisuel et de proximité) spécifique à la scolarisation des filles ;
- **Composante3 :** Révision et édition de manuels stéréotypes de genre ;
- **Composante4 :** Renforcement des capacités des acteurs du projet pour l'adoption d'une perspective de genre dans le système éducatif local.

✓ Résultats escomptés

Ils sont au nombre de sept (07) :

R1 Plan de communication nationale ;

R2 Plan de communication de proximité réalisé ;

R3 Renforcement des capacités des acteurs pour une prise en charge améliorée de la population scolaire féminine ;

R4 30.000 manuels environ, sans stéréotypes de genre publiés et diffusés ;

R5 Réalisation d'un environnement favorable à la mise en œuvre du projet sur le territoire ;

R6 20 000 filles soutenues avec un appui socio pédagogique ;

R7 Cadre de Coordination des Interventions sur l'Education des Filles (CCIEF) renforcé en suivi évaluation et à la coordination des activités dans les régions d'intervention du projet.

3. Bénéficiaires du projet

Ce sont :

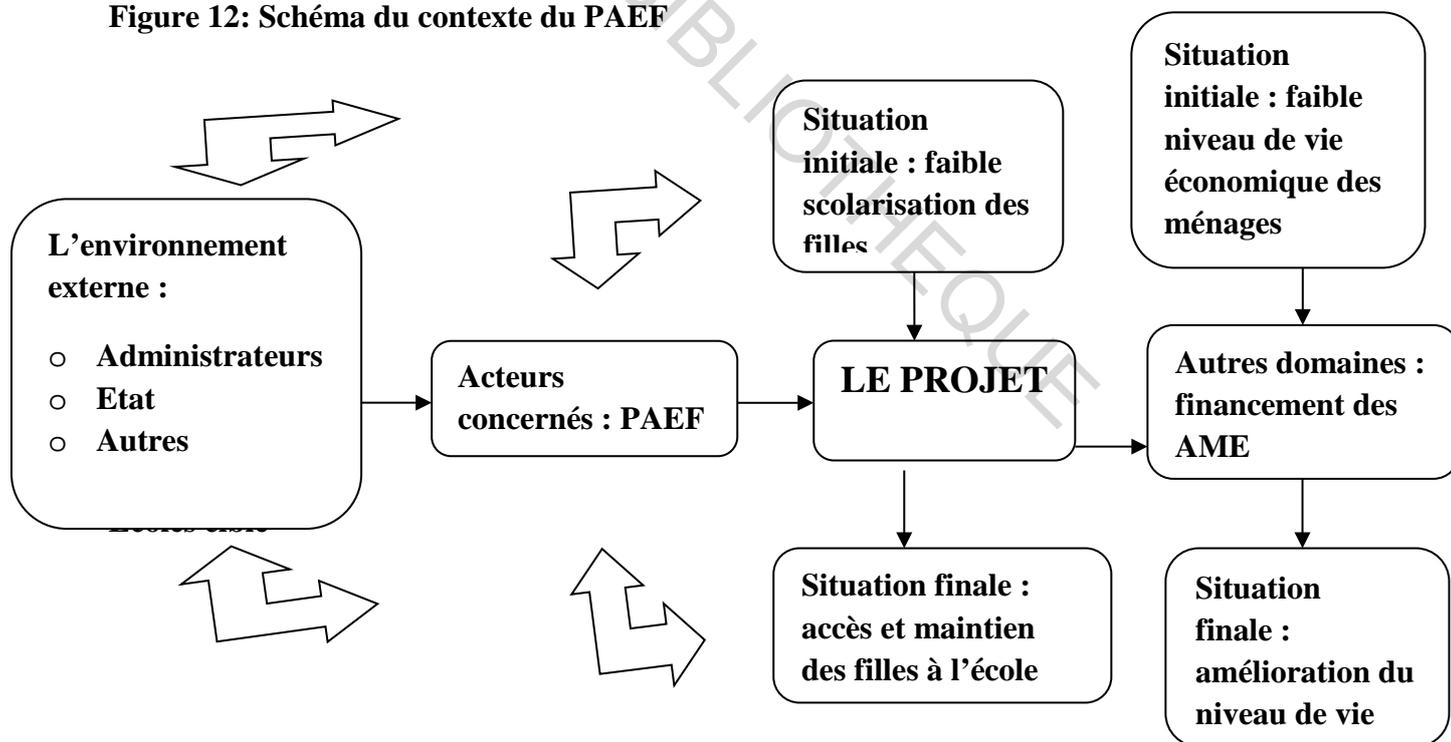
- Environ 20 000 filles, élèves (bénéficiaires indirects) et 600 enseignants des écoles élémentaires identifiées dans les régions sélectionnées pour la réalisation du projet ;
- Les associations féminines de la société civile engagées dans des actions de soutien à l'éducation des filles ;
- Les populations touchées par les plans de communication et de proximité ;

En plus, à travers le renforcement de CCIEF et de ses démembrements, le projet consolide toute la coordination nationale des interventions pour l'éducation des filles.

Tous les élèves des écoles sélectionnées, qui pourront bénéficier de l'appui social et d'une offre de formation renforcée sur les thématiques de genre et sur les compétences de vie courante (santé de la reproduction, conflits intergénérationnels, hygiène, environnement).

Le projet contribue également à aider les familles des élèves des écoles sélectionnées en vue de leur permettre de diminuer les dépenses allouées aux besoins scolaires à la suite du soutien socio-pédagogique prévu.

Figure 12: Schéma du contexte du PAEF



Source : l'Etudiant chercheur

Chapitre 2 : Présentation et analyse des résultats

Dans ce chapitre, nous restituons puis analysons les résultats auxquels, nous avons abouti à la suite de nos recherches de terrain sur le PAEF à travers l'école de Ngueuneunène (groupe du projet) et l'école de Ndiobène Dahra situées respectivement aux extrémités Nord et Sud de la commune de Dahra Djoloff.

Et suivant la logique d'analyse adoptée et en réponse à nos préoccupations de départ, ces résultats portent sur l'accès et le maintien des filles à l'école et sur leur performance.

I. Présentation et Analyse des Résultats

Les informations recueillies à travers les enquêtes sur le terrain vont permettre de disposer des résultats relatifs à l'accès et au maintien des filles à l'école et d'analyser les effets du PAEF sur ces résultats.

Tableau 4 : Réseau scolaire 2012/2013 des écoles de Ngueuneunène et de Ndiobène

ECOLES	CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2			TOTAL		
	NB	TOT	FIL	NB	TOT	FIL															
NGUENENENE	3	159	96	2	134	74	2	111	67	2	120	60	2	118	74	2	80	38	13	722	409
NDIOBÈNE	2	105	57	2	79	38	2	77	44	1	56	31	1	48	32	1	29	19	9	394	221
ECART	1	54	43	-	60	36	-	34	23	1	64	29	1	70	42	1	51	19	4	328	188

Source : Données statistiques des écoles de Ngueuneunène et de Ndiobène (IDE de Linguère).

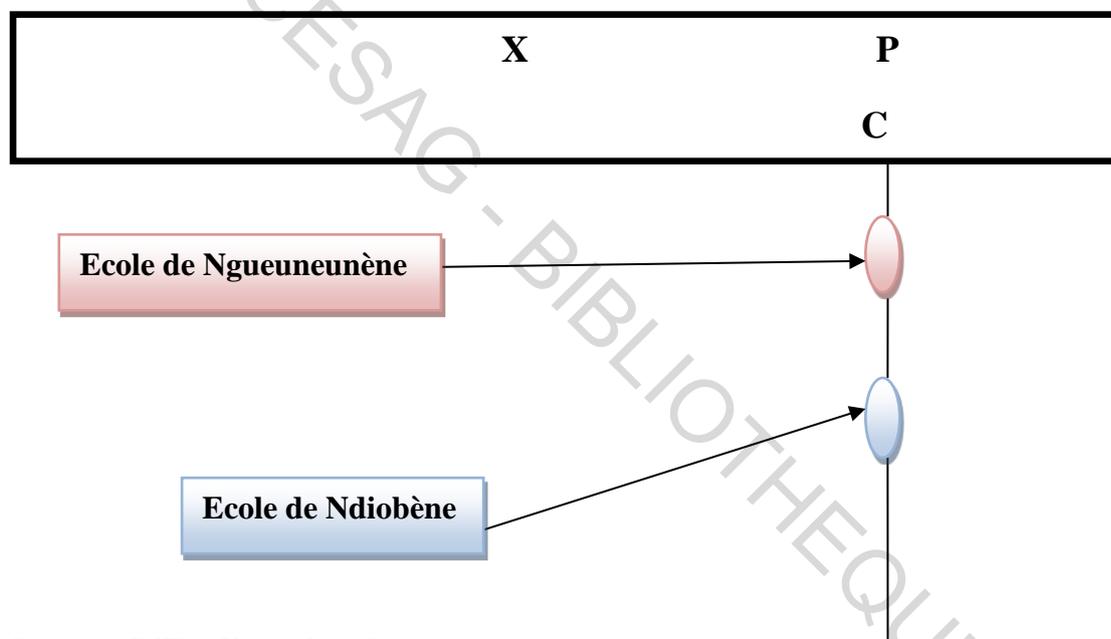
1. Résultats et Analyse du taux brut de scolarisation des filles

Tableau 5 : Résultats de l'accès 2012/2013

ECOLES	CI			
	Nombre de Cours	Effectif total	Effectif des filles	Taux d'accès des filles
NGUENENENE	3	159	96	60,38%
NDIOBÈNE	2	105	57	54,29%
ECART	1	54	43	6,09%

Source : Données statistiques des écoles de Ngueuneunène et de Ndiobène (IDE de Linguère)

Figure 13 : Schéma du taux brut de scolarisation des filles



Source : L'Etudiant chercheur

Le tableau et le schéma ci-dessus montrent une amélioration de l'accès des filles à l'école Ngueuneunène. Et cette amélioration qui traduit les écarts entre l'école Ngueuneunène et celle de Ndiobène est en fait liée aux stratégies mises en place par le PAEF. Ces stratégies sont relatives à l'organisation de campagnes de sensibilisation, à la fourniture de kits scolaires et uniformes, à l'appui et au renforcement de capacités des AME.

- **Organisation de campagnes de sensibilisation**

A Ngueuneunène, l'organisation des campagnes de sensibilisation pilotées par le PAEF et portant sur la scolarisation des filles a permis de redynamiser la vie associative en lui offrant des espaces d'échanges et de dialogue sur l'éducation des filles. Cela a donné naissance à une perception positive des populations sur l'éducation des filles. Avec cette stratégie les gens qui étaient réfractaires à l'éducation des filles ont réconforté leur implication sur la promotion de la scolarisation féminine. Cette implication de tous les acteurs de l'éducation surtout des parents dans les campagnes de recrutement des filles au CI a permis d'enregistrer beaucoup de succès. Grâce à ces campagnes de sensibilisation relatives à l'accès des filles, les effectifs ont connu un accroissement considérable et dépassé même ceux des garçons. Le nombre de filles inscrites est de 96 soit 60.37% contre 63 pour les garçons soit 39.62% au cours de l'année scolaire 2012/2013.

En plus des interventions de l'équipe pédagogique, de la cellule genre mise sur pied par le projet, des parents, les membres des AME ont largement contribué à l'amélioration de l'accès des filles à l'école à travers les campagnes de sensibilisation organisées dans le quartier de Ngueuneunène et environs.

Contrairement à Ngueuneunène, à Ndiobène, l'accès des filles à l'école a fait et continue de faire face à des obstacles. En effet, en dehors de certains membres de l'équipe pédagogique, les acteurs de l'école ne contribuent pas à la sensibilisation relative à l'éducation des filles.

Dans cette localité, certains parents considèrent l'école comme un lieu de déracinement des enfants et surtout des filles. En outre, d'autres comme les leaders religieux restent réfractaires à l'éducation des filles. La plupart d'entre eux ignorent l'intérêt voire l'utilité de l'éducation des filles.

Ainsi, il convient de noter qu'en plus de l'engouement réel noté chez les élèves et chez leurs parents, le nombre de Cours d'Initiation est passé de deux (02) classes à trois (03) classes pour l'école participante au projet avec un effectif total des filles de 96 soit 60.37% contre deux classes pour l'école témoin disposant d'un effectif total de filles de 59 soit 39.62%.

- **L'offre de kits scolaires et uniformes**

Il s'agit de fournitures scolaires comme les crayons, les stylos, une ardoise, des cahiers, un sac... Ces fournitures offertes aux élèves de Ngueuneunène, en plus de susciter chez eux un

grand désir de fréquenter l'école, ont motivé les parents, pour qui, ces équipements scolaires constituaient un épineux problème pour l'accès de leurs progénitures à l'école.

En plus de ces kits, le projet a aussi fourni à chaque élève un uniforme scolaire. Il s'agit pour les filles d'une jupe et d'une chemise et pour les garçons d'un pantalon et d'une chemise.

Ces uniformes et kits ont créé chez les enfants du quartier Ngueuneunène, un désir de fréquenter l'école. En effet, de nombreux enfants n'accédaient pas à l'école en raison de l'extrême pauvreté de leurs parents qui ne considéraient pas l'éducation surtout celle des filles comme une priorité.

En effet, ces fournitures scolaires ont permis de régler un problème social voire psychologique très crucial en dissimulant les différences sociales des élèves et créer une grande émulation au niveau des garçons et des filles. Et cette émulation est un facteur de réussite au plan de l'accès. Cet appui du PAEF a permis aux parents d'inscrire massivement leurs enfants particulièrement les filles. Des pensionnaires d'autres écoles ont même quitté leur établissement pour solliciter une réinscription à l'école Ngueuneunène. Ainsi, le nombre de cours relatif à l'accès dépasse d'une classe celui de l'école témoin et l'écart entre ces deux écoles est de 06.09%.

Par ailleurs, à l'école Ndiobène, l'accès demeure une préoccupation des acteurs de l'école notamment du personnel pédagogique. En effet, les parents sont plus préoccupés par les besoins quotidiens voire des dépenses quotidiennes au détriment des frais de scolarité (habillements, fournitures,...) de leurs progénitures surtout celles féminines. L'éducation des filles est loin d'être une priorité dans ce quartier de la commune de Dahra.

L'accès des filles à l'école demeure compromis d'une part, par le faible pouvoir d'achat des parents et d'autre part, par l'absence d'intervention de projet ou programme qui sou tend la scolarisation des filles.

- **Appui et renforcement de capacités des AME**

Au quartier Ngueuneunène, les membres de l'AME ont bénéficié d'appui financier et de renforcement de capacités en vue de promouvoir l'éducation des filles de la part du PAEF.

En effet, au cours des séances de renforcement de capacités, les membres de l'AME ont pris conscience de la nécessité et de l'utilité de l'éducation des filles. Cela a permis aux responsables de la structure de participer activement aux campagnes de recrutement des filles au CI. Dans le cadre de ces campagnes de sensibilisation, les responsables de l'AME en collaboration avec le directeur de l'école et l'aile féminine de l'équipe pédagogique, ont fait du porte à porte pour inciter les parents à amener leurs enfants particulièrement les filles à l'école. Ce qui a largement contribué à augmenter les effectifs des filles.

En plus avec l'appui financier, les membres de l'AME ont eu à mener des AGR ; ce qui a permis d'améliorer leurs revenus et de subvenir convenablement à leurs besoins quotidiens. En effet, avec ces revenus tirés des AGR financées par le PAEF, une partie des bénéficiaires du financement obtenu est reversée au Comité de Gestion de l'Ecole (CGE) pour la prise en charge de certains besoins de l'école notamment ceux des filles en difficulté. Cela a été une source de motivation des filles mais également des parents dont le niveau de pauvreté compromettait l'inscription de leurs enfants de manière générale et des filles en particulier.

Au moment où les membres de l'AME n'ont plus de souci pour la prise en charge des fournitures scolaires, au quartier de Ndiobène Dahra, les mamans étaient plus préoccupées par des activités telles que le petit commerce, l'agriculture, l'élevage en vue d'assurer les repas quotidiens. Faute de moyens et d'appui, au quartier de Ndiobène, les parents étaient incapables de prendre en charge les frais scolaires de leurs enfants mais aussi, de s'impliquer ou de contribuer à la promotion de l'éducation des filles. Leur faible revenu continue de compromettre l'accès de leurs filles à l'école. La plupart parmi celles-ci privées d'éducation, servent de domestiques pour contribuer aux dépenses quotidiennes de leurs parents.

En conséquence, l'appui et le renforcement de capacité dont bénéficient les membres de l'AME, ont non seulement permis à l'école Ngueuneunène de disposer d'un taux d'accès supérieur au taux de l'école témoin mais, Ngueuneunène affiche un taux (60.37%) qui dépasse la moyenne nationale qui est de 51.1%.

En somme, les activités de sensibilisation, l'appui aux AME et l'offre de kits et de fournitures ont fait de l'école Ngueuneunène une direction pour les parents qui se bousculent pour faire inscrire leurs enfants ou pour un transfert.

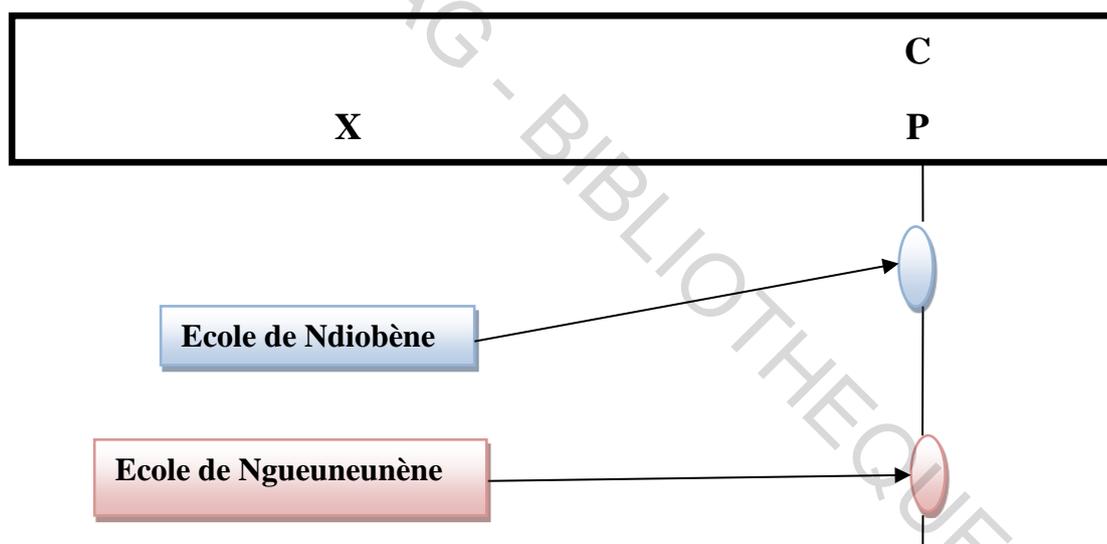
2. Résultats et analyses du taux de maintien

Tableau 6: Taux d'abandon 2012/2013

ECOLES	Taux d'abandon
Ndiobène	8.8%
Ngueuneunène	0.55%
Ecart	8.25%

Source : données statistiques des écoles de Ngueuneunène et Ndiobène

Figure 14 : Schéma du taux d'abandon



Source : L'Etudiant chercheur

Les effets positifs du PAEF sur le maintien des filles à l'école se traduisent comme le montre ce tableau ci-dessus par le faible taux d'abandon comparativement à celui de l'école Ndiobène. Et pour y parvenir, le PAEF a mis l'accent sur l'appui matériel (offre de kits scolaires et uniformes aux élèves), financier (financement des membres de l'AME) et l'organisation de cours de soutien au profit des filles.

- **L'offre de kits scolaires et uniformes**

Les entretiens tenus avec les bénéficiaires du projet, ont révélé que beaucoup de filles en raison de manque d'habits convenables s'absentaient ou abandonnaient l'école. Les uniformes scolaires fournis aux élèves ont été ainsi, une solution à ce problème d'ordre social qui a des répercussions psychologiques sur les filles. Le port de l'uniforme s'est traduit par une plus grande assiduité des filles et le quantum horaire de l'élève mesuré à partir de son temps de présence effective en classe s'est trouvé nettement amélioré.

Egalement, à l'école Ngueuneunène, les fournitures scolaires offertes gratuitement aux élèves ont largement contribué au maintien des filles à l'école. En effet, l'élève surtout la fille du pauvre n'a plus le complexe d'aller à l'école en raison de manque de cahier, de stylo ou d'un quelconque matériel scolaire.

Du côté vestimentaire, avec le port des uniformes, tous les élèves se valent ; il n'y a plus de dichotomie entre la fille issue d'un milieu à revenu faible ou moyen et la fille dont les parents sont riches ou ont un revenu modeste.

Au moment où les parents d'élèves de l'école Ngueuneunène ne se préoccupent plus des fournitures scolaires, au quartier Ndiobène, celles-ci continuent toujours de hanter le sommeil des parents. En effet, à l'approche de l'ouverture scolaire les parents, compte tenu de leur faible revenu, peinent à trouver les fournitures scolaires suffisantes pour leurs enfants. Ce qui amène souvent certains à retirer leurs filles de l'école et laisser les garçons continuer. En fait, ces parents ignorent encore l'utilité et l'intérêt de l'éducation des filles. En effet, la plupart parmi celles-ci sont le plus souvent utilisées dans les travaux domestiques et d'autres employées comme des bonnes contribuent avec ce qu'elles gagnent aux dépenses quotidiennes de la famille. A la place d'élèves elles jouent le rôle de soutien de famille et constituent des sources de revenus de certains parents.

Comme les fournitures scolaires, l'habillement des élèves demeure un problème crucial pour le maintien des filles à l'école Ndiobène. Dans cette école, les élèves se rivalisent sur le port vestimentaire, ce qui décourage souvent les élèves particulièrement les filles dont les parents sont plus préoccupés par la dépense quotidienne, les fournitures, les frais d'inscription que par des habits neufs voire corrects de leurs descendants. En effet, beaucoup de filles ne veulent pas être très mal à l'aise dans leurs habits ; ce qui finit par amener certaines parmi elles à

abandonner les études surtout, celles qui ont le complexe de s'habiller avec des haillons ou avec des habits qu'elles jugent ne pas être à la mode.

En résumé, il convient de dire que l'offre de kits scolaires et des uniformes a beaucoup contribué au faible taux d'abandon noté à l'école Ngueuneunène. Cependant, l'insuffisance de fournitures et l'inexistence d'uniformes constitue une source d'abandon de pas mal de filles à l'école Ndiobène.

- **Financements des Activités Génératrices de Revenus**

Tableau 7 : liste des AGR

AGR	Bénéfice tiré de la vente (en FCFA) tous les 6mois	Part de l'AME (50%)	Part du CGE (50%)
Petit Commerce	240 000	120 000	120 000
Embouche	450 000	225 000	225 000
Volaille	300 000	150 000	150 000
TOTAL	990 000	495 000	495 000

Source : Données comptables de l'AME de Ngueuneunène

Ces financements ont ciblé en particulier les Associations de femmes dites Associations des Mères d'Elèves (AME). En effet, le PAEF a choisi de financer ces femmes la pauvreté de celles-ci était l'une des principales raisons de la déperdition scolaire des filles.

Ces soutiens financiers accordés aux femmes ont été un important volet du projet. Ils ont contribué à susciter un engagement chez les femmes qui ont fini par faire de l'éducation des filles leur propre cheval de bataille. Le montant du financement s'élevait à trois millions (3.000 000) de FCFA par AME.

Ce financement a donné l'occasion aux parents d'élèves de développer des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Celles-ci, devenues une alternative à certains facteurs de déperdition scolaire, ont largement permis aux parents de faire face aux dépenses occasionnées par la scolarité de leurs filles.

En effet, la rareté des revenus familiaux voire la pauvreté qui était jadis l'une des principales sources des abandons scolaires des filles devient de plus en plus un mauvais souvenir dans le quartier de Ngueuneunène. Dans cette localité de la commune de Dahra, les parents se sont non seulement engagés à laisser leurs filles poursuivre leurs études mais à leur faciliter aussi

les conditions d'étude en les privant ou les allégeant les travaux domestiques. En outre, ces financements ont suscité une plus grande implication de ces femmes dans la vie de l'école. Elles se mobilisent davantage pour le maintien des filles à l'école en jouant le rôle de veille et d'alerte sur les questions liées à l'éducation des filles.

L'intervention du projet a ainsi permis aux parents de prendre conscience de l'importance de l'éducation des filles et de s'impliquer davantage à la promotion de celle-ci. Désormais, les filles sont de moins en moins utilisées dans les activités domestiques, de petit commerce et autres activités peu soucieuses des enjeux de leur éducation.

A ce titre, le maintien des filles à l'école a connu des améliorations notoires qui se reflètent remarquablement avec un taux d'abandon presque insignifiant (0.55%).

Par contre, à Ndiobène pour de nombreuses familles démunies, l'habillement, les fournitures scolaires constituent et continuent d'être un fardeau. Et dans certaines situations, les parents n'hésitent pas à retirer leurs filles de l'école pour les envoyer comme des domestiques afin de suppléer aux besoins de subsistance de la famille. En conséquence, au quartier Ndiobène, beaucoup de filles abandonnent l'école en vue de contribuer à l'amélioration de la situation économique de leur famille voire aux revenus familiaux. Dans de telles situations, le travail devient suffisamment contraignant et pénible pour entraîner des perturbations dans l'éducation des filles qui finissent par abandonner. Cela constitue une des principales raisons du taux élevé d'abandon (8.8%) dans cette école témoin par rapport au taux (0.55%) de l'école participante du PAEF.

En effet, le problème dans cette localité reste toujours conjoncturel et culturel, la pauvreté pousse les parents à faire travailler les enfants pour des revenus substantiels et, sur un autre plan, ces mêmes parents ignorent les dispositions légales relatives au travail des enfants.

Il faut signaler également à Ndiobène, l'existence de certaines stratifications sociales (mariages précoces, exode rural, emplois précoces des filles...) qui, jusque-là, apparaissaient à travers la perception que les parents avaient sur l'éducation des filles. Celles-ci continuent de gangréner l'éducation de la gente féminine.

L'autre faiblesse qui compromet l'éducation des filles dans ce quartier est l'inexistence d'Association des Mères d'Elèves (AME) comme il en existe à Ngueuneunène où les membres sont mis en contribution pour la sensibilisation de la communauté.

En somme, il faut noter qu'à Ngueuneunène, ce taux d'abandon très faible est non seulement lié à la résolution des problèmes scolaires (fournitures, habillements...) mais aussi à

l'amélioration des conditions d'existence des populations. Avec les AGR, le problème de la prise en charge des frais scolaires est non seulement résolu mais également, les parents notamment les mamans sont plus prompts à laisser leurs filles poursuivre leurs études ; ce qui traduit par conséquent le faible taux d'abandon voire une hausse du taux de maintien qui avoisine presque les 100% : (99.5%).

Cependant, le taux d'abandon (8.8%) est élevé à Ndiobène en raison de l'inexistence d'appui aux parents essentiellement constitués de paysans dont les conditions de vie difficiles continuent de compromettre l'éducation des filles.

En somme, il convient de dire que le taux d'abandon est d'une part tributaire du niveau de pauvreté des populations. En effet, la pauvreté est souvent un facteur limitant qui contraint certaines familles à priver leurs enfants en particulier les filles de ce droit fondamental à acquérir des connaissances et de se donner des opportunités de participer pleinement au développement de leur localité voire la nation.

Cette précarité presque résolue à Ngueuneunène et qui sévit encore à Ndiobène, explique encore la quasi-totalité des abandons surtout féminins. Dans ce quartier qui abrite le groupe témoin du projet, les parents, notamment les femmes qui ont la responsabilité de prendre en charge les frais scolaires des filles continuent de faire face aux affres et angoisses de la pauvreté.

Aujourd'hui, avec le PAEF, beaucoup reconnaissent que les filles qui n'avaient pour ambition que d'abandonner l'école et faire l'exode rural pour subvenir à leurs besoins et aux dépenses quotidiennes de leur famille sont plus que jamais motivées pour se maintenir sur leur parcours scolaire.

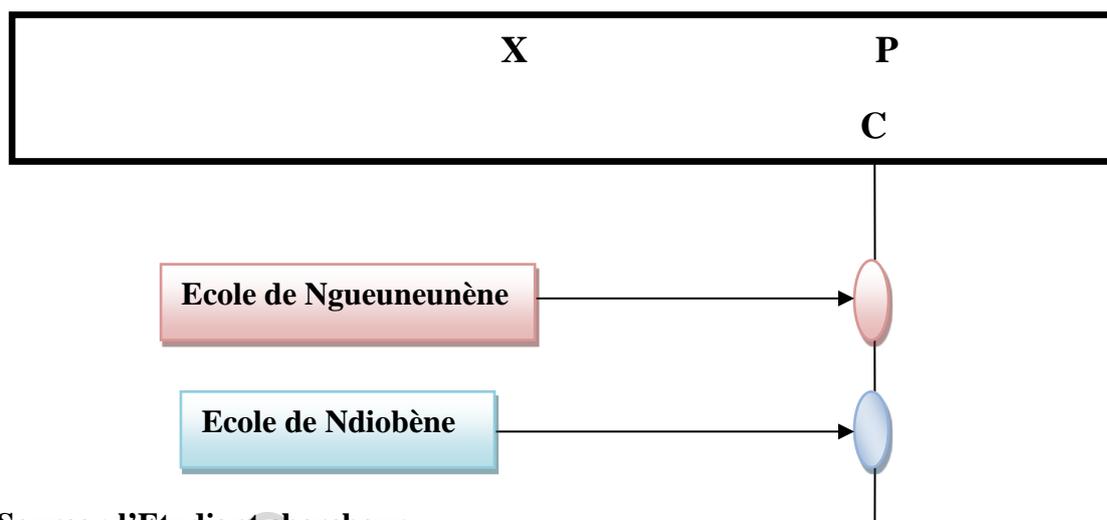
3. Résultats et analyses du taux de redoublement

Tableau 8 du taux de redoublement

ECOLES	Taux de Redoublement des filles
Ngueuneunène	2.90%
Ndiobène	2.28%
Ecart	-0.62%

Source : données statistiques des écoles de Ngueuneunène et Ndiobène (IDE Linguère).

Figure 15 : Schéma du taux de redoublement



Source : l'Etudiant chercheur

Au regard des résultats liés au taux de redoublement des filles dans les deux écoles, l'on remarque un léger écart au profit de l'école témoin. Contrairement aux taux d'accès et de maintien où l'écart est très significatif au profit de l'école Ngueuneunène, avec le taux de redoublement favorable au groupe témoin l'écart est très faible (0.62%). Certes, l'école bénéficiaire du projet présente le taux le plus élevé mais il faut noter que des améliorations considérables ont été faites à ce niveau. D'après le directeur de l'école Ngueuneunène ce taux qui était de 3.18% (2011/2012), est passé à 2.90% (2012/2013). Cela est lié en partie aux interventions du projet. En effet, les principales actions ou stratégies imputables au PAEF et mises en œuvre à l'école Ngueuneunène pour améliorer la performance des filles sont entre autres : les cours de soutien pédagogique, la création de structures de communication et de concertation (foras), la formation en genre et l'installation de cellules genre, l'octroi des bourses et des prix d'excellence.

- **Soutien pédagogique (cours de renforcement pour l'amélioration des performances des filles)**

Ce sont des moyens, voire des stratégies destinées à contribuer à l'amélioration du niveau des filles. En effet, toute fille de l'école Ngueuneunène faible en mathématiques et en français bénéficie gratuitement de ces cours de soutien. Par contre à l'école Ndiobène, les seules filles qui bénéficient d'encadrement ou de cours de renforcement en dehors des heures de classe sont celles dont les parents ont les moyens pour leur trouver un répétiteur ; les filles issues des familles démunies sont ainsi lésées.

A l'école Ngueuneunène, les disciplines sur lesquelles portent ces cours sont le français et les mathématiques. En français, les domaines visés sont les productions écrites, la lecture et l'écriture. En mathématiques, les domaines concernés sont les activités numériques, la mesure, la géométrie et la résolution de problèmes.

Les cours de soutien sont organisés en trois étapes :

- Etape 1 : Classes CI et CP ;
- Etape 2 : Classes CE1 et CE2 ;
- Etape 3 : Classes CM1 et CM2.

La particularité de ces cours est que les enseignant(e)s qui les dispensent sont choisis parmi les membres du personnel pédagogique les plus expérimentés et les plus disponibles.

Et de l'avis des acteurs du projet notamment des enseignants et du directeur, ces cours ont eu un effet positif à la fois sur le comportement et surtout sur les performances des filles en mathématiques et en français. Ces cours ont également résolu chez les filles leur blocage psychologique. Désormais, ils les ont permis de mieux s'épanouir en classe qu'auparavant, en leur donnant plus de confiance. En ce sens, elles accordent plus d'importance aux études. De cette foulée, les filles dont les moyennes en mathématiques et en français tournaient généralement autour de 04/10 ou 05/10 obtiennent désormais 07/10 voire 09/10. Ce qui voudrait dire que, si ces cours de soutien se pérennisent et se généralisent sur toutes les disciplines, la tendance relative au taux de redoublement serait à l'inverse comme ce fut le cas du taux d'abandon.

Il faut noter que ces cours de soutien étaient facilités par : les fiches de suivi des performances, le travail par tutorat et le travail par contrat.

- **Fiches de suivi des performances**

Tableau 9: Modèle d'une fiche de suivi des performances 1

Ecole

Enseignant (e)

Période duau.....

Elèves	Difficultés notées	Performances constatées	Contreperformances constatées	Observations
Elève1	Lecture et opérations	Amélioration		
Elève2	Grammaire, résolution de problème		Pas d'amélioration	
Elève3				
Elève4				
Elève 5				
Elève6				

L'enseignant (e)

Le Directeur

l'Inspecteur

Source : Documentation de l'école Ngueuneunène

Tableau 10: Modèle de fiche de suivi des Performances 2

Ecole

Enseignant (e)

Période duau.....

Elèves	Cours	Français					Maths					Observations
		TP A	TP B	E B-A	TP C	E C-A	TP A	TP B	E B-A	TP C	E C-A	
Elève1	CP	03	01	-2			3,5	02	-1,5			Faible progression en français et en maths
Elève2	CE1/A	03	06	+3			3,5	06	+2,5			Progression en français et en maths
Elève3	CM1/B	03	02	-01			2,5	04	+1,5			Pas de progression en français. Evolution en maths

L'enseignant (e)

Le Directeur

l'Inspecteur

Source : Documentation de l'école Ngueuneunène

Ces Fiches de suivi des performances élaborées par le PAEF et mises à la disposition des écoles, constituent une opportunité pour les encadreurs mais également pour les autres enseignant(e)s, le directeur voire même pour certains parents de suivre périodiquement la progression du niveau de leurs élèves sur les disciplines ciblées. .

Avec ces fiches de suivi l'enseignant (e) éprouve moins de difficultés en classe pour relever le niveau de l'élève en mathématiques et en français. Après avoir identifié les performances et les contres performances de l'élève et de la fille en particulier, celle-ci fait l'objet d'un suivi d'une ou d'un camarade de classe ou de n'importe quel élève disposé à l'aider grâce au travail par tutorat.

- **Le travail par tutorat** : c'est une association élève/élève en temps limité, sur un sujet donné, circonscrit par le maître, un élève compétent est associé à un élève qui rencontre des difficultés en vue de l'aider à résoudre un problème ou à réaliser une tâche.

Le suivi de l'élève en difficulté peut être également assuré par un des enseignants de l'école grâce au travail par contrat.

- **Le travail par contrat** : en dehors des heures imparties pour le soutien, l'enseignant(e) et l'élève sont liés par la réalisation d'un certain nombre de tâches sous forme d'exercices à faire à la maison, leçons à apprendre, recherche dans un domaine précis...

Ainsi avec le PAEF l'amélioration des performances de l'élève n'est plus aux seuls dépens de son maître ou de sa maîtresse de classe. Celui-ci ou celle-ci est désormais suppléé(e) dans ses tâches par ses collègues enseignant(e)s ou par certains des élèves de l'école.

Par conséquent, l'enseignant(e) dépense moins d'énergie et de temps dans sa classe pour le bon déroulement de ses cours. Sa classe devient plus vive et animée avec la participation de tous les apprenants notamment des filles à l'occasion des cours de mathématiques et français. Le temps nécessaire pour un cours de mathématiques ou de français est maintenant réduit en raison de la compréhension facile des élèves, en particulier des filles qui traînaient des lacunes dans ces disciplines.

Cependant, des améliorations restent à faire pour mieux contribuer à réduire davantage le taux de redoublement. Et pour ce faire, les cours devraient se faire à chaque niveau et non par

étape. Cela permettrait d'avoir une classe homogène et de mieux faire le suivi des élèves tout en mobilisant plus d'enseignants car sur un effectif de quatorze (14) que compte l'équipe pédagogique, seuls deux enseignants se chargent de dérouler ces cours de soutien.

Il faut noter que ces enseignants chargés des cours de soutien de même que le directeur étaient rémunérés avec un montant de vingt mille (20 000) FCFA chacun par mois. Ce qui était une véritable source de motivation.

- **Création de structures de communication et de concertation**

La création et l'animation des activités de structures de dialogue et de concertation comme les Unités de Veille et d'Alerte en Genre (UVAG), du Penc Genre sont des opportunités permettant aujourd'hui aux élèves de Ngueuneunène de disposer d'espaces de communication. Cette sensibilisation de proximité a permis de mieux faire la promotion de l'éducation des filles. Orientées principalement vers les enseignants et les élèves ces structures de communication contribuent à prévenir ou à réduire les violences de genre dans l'espace scolaire.

Contrairement à l'école cible du projet, à l'école Ndiobène, malgré le faible taux par rapport à celui de Ngueuneunène, des violences sont toujours exercées sur les filles. A Ndiobène, Celles-ci s'occupent exclusivement de la propreté des salles de classe, des toilettes, de la recherche de l'eau pour effacer le tableau alors qu'à Ngueuneunène c'est le partage des responsabilités qui est en vogue. Pour ne pas léser les filles, les garçons participent aux activités de propreté des salles de classe, des toilettes, de la recherche de l'eau : d'où l'intérêt de l'intégration genre initiée par le PAEF.

N'eût été l'exercice de ces violences souvent synonymes des discriminations exercées sur les filles de l'école Ndiobène l'écart du taux de redoublement serait plus considérable. En effet, ces filles disposent moins de temps de travail aussi bien à l'école qu'à la maison et les violences exercées sur elles, sont le plus souvent sources de retard, d'absentéisme et contribuent à la baisse de leurs performances.

- **La formation en genre et l'installation de cellules genre**

Parallèlement aux enseignant(e)s qui dispensaient les cours de soutien, d'autres membres de ces cellules comme les responsables des AME, ont été dotées d'outils et de moyens en vue de leur permettre de mieux mener les séances de communication de proximité. Ces cellules à

travers leurs activités de sensibilisation (causeries sur les mariages précoces, les grossesses précoces, les méfaits de l'emploi prématuré des enfants surtout des filles...) continuent de contribuer à la performance des filles à Ngueuneunène alors qu'à Ndiobène aucune activité de sensibilisation ne se réalise pour l'amélioration de la performance des filles.

En conséquence, à Ngueuneunène, les parents ont bien pris conscience des méfaits des mariages précoces surtout leurs effets négatifs sur l'éducation, tandis qu'à Ndiobène, les parents se frottent les mains une fois que leurs progénitures sont demandées en mariage. Par conséquent, une fille au CM1 ou au CM2 mariée est aujourd'hui source de démotivation pour ses camarades de classe ou de l'école. Et si aucune sensibilisation n'est faite à ce niveau, à la longue le taux de redoublement sera à la hausse alors qu'à Ngueuneunène il sera à la baisse en raison de la prise de conscience des parents.

- **Octroi des bourses et des prix d'excellence**

A Ngueuneunène, école bénéficiaire du projet, l'octroi des bourses d'un montant de trente mille (30 000) FCFA, a créé au même titre que les prix d'excellence une grande émulation sur l'éducation des filles de l'école. Avec ces bourses, certaines ont vu leurs conditions d'études améliorées. Elles ont permis d'acheter pour certaines des lampes tempêtes pour l'apprentissage des leçons pendant la nuit. En plus, ces bourses ont été un grand apport pour les parents des filles bénéficiaires. Elles ont largement contribué à l'allègement des dépenses scolaires et ont également permis de décharger certaines filles des travaux domestiques. Au quartier Ngueuneunène, les parents, dans le souci de faire bénéficier leurs filles des bourses les déchargeaient des activités domestiques qui prenaient presque une bonne partie du temps qu'elles faisaient à la maison.

Par contre, à Ndiobène, les parents étaient et sont toujours pressés d'avoir leurs filles à la maison pour les confier certaines activités domestiques afin d'aller mener d'autres activités comme le petit commerce pour subvenir aux besoins familiaux et scolaires. Par conséquent, la motivation de la fille dépend de sa seule volonté sinon aucune source de motivation ne l'encourage à prendre conscience de l'intérêt de ses études.

Il faut noter qu'à Ngueuneunène, ces bourses et prix d'excellence ont créé chez les filles une rivalité sur le plan de la performance. Chacune s'efforçait pour être la meilleure de sa classe ou de son étape pour bénéficier d'une bourse ou d'un prix d'excellence.

Contrairement donc à Ndiobène, à Ngueuneunène, les filles sont plus motivées et déterminées et montrent un grand intérêt pour les études. Elles se font plus confiance quelle que soit leur appartenance sociale. En plus, elles ont développé en elles l'estime de soi et l'esprit de concurrence les anime non seulement entre filles mais aussi entre elles et les garçons. Cela a suscité la création d'émulation saine entre élèves.

En somme, les bourses et récompenses diverses tout en restaurant la confiance chez les filles ont largement contribué à leur performance surtout en mathématiques et en français même si elles n'ont pas permis à l'école Ngueuneunène de disposer du plus faible taux de redoublement.

II. Les succès et les insuffisances liés au déroulement des activités du PAEF

1. Les succès

L'éducation des filles est une équation que beaucoup de programmes et projets ont tenté et ne cessent d'essayer de résoudre. En effet, les différents programmes ou projets intervenant dans ce domaine ont essentiellement axé leurs interventions sur la promotion de l'accès et du maintien des filles à l'école.

En effet, les problèmes liés à l'éducation des filles subissent l'influence des facteurs externes, et qui, le plus souvent ne sont pas pris en compte par les programmes et projets favorables à la promotion de l'éducation des filles. Dès lors, le PAEF a très tôt compris que des solutions nécessiteraient la prise en compte la problématique dans sa globalité à travers l'implication des acteurs institutionnels tels que la société civile, les OCB etc. En ce sens, le PAEF a révélé la nécessité d'articuler les niveaux d'intervention. Ainsi, l'approche globale privilégiée par le PAEF est celle qui prend en compte les divers aspects de la problématique de l'éducation des filles.

Dans un autre registre, l'appropriation de l'école par la communauté a également permis aux parents et surtout les femmes de se familiariser avec le personnel pédagogique donnant naissance à de nouvelles solidarités. Mieux, l'école devient un prétexte pour développer le dialogue au sein des communautés. Ainsi, on assiste à l'émergence d'une nouvelle conscience citoyenne autour de l'école.

L'encadrement, le renforcement et l'appui financier des femmes ont concouru à lutter contre la pauvreté des ménages un des obstacles majeurs à la scolarisation des filles. En effet, la

création des AME et leurs financements ont créé une plus grande proximité entre la communauté et l'école. Ce qui a permis aux femmes d'observer, d'identifier des élèves confrontés à des difficultés sociales ou présentant certaines pathologies et d'y apporter des solutions.

Egalement, la fourniture des kits scolaires, d'uniformes, les cours de soutien, les bourses sont entre autre des intrants de qualité contribuant à l'amélioration des conditions d'apprentissages des apprenants surtout des filles.

En outre, le renforcement de capacité des enseignants, des directeurs et même des inspecteurs a beaucoup contribué à l'éradication des stéréotypes basés sur le genre.

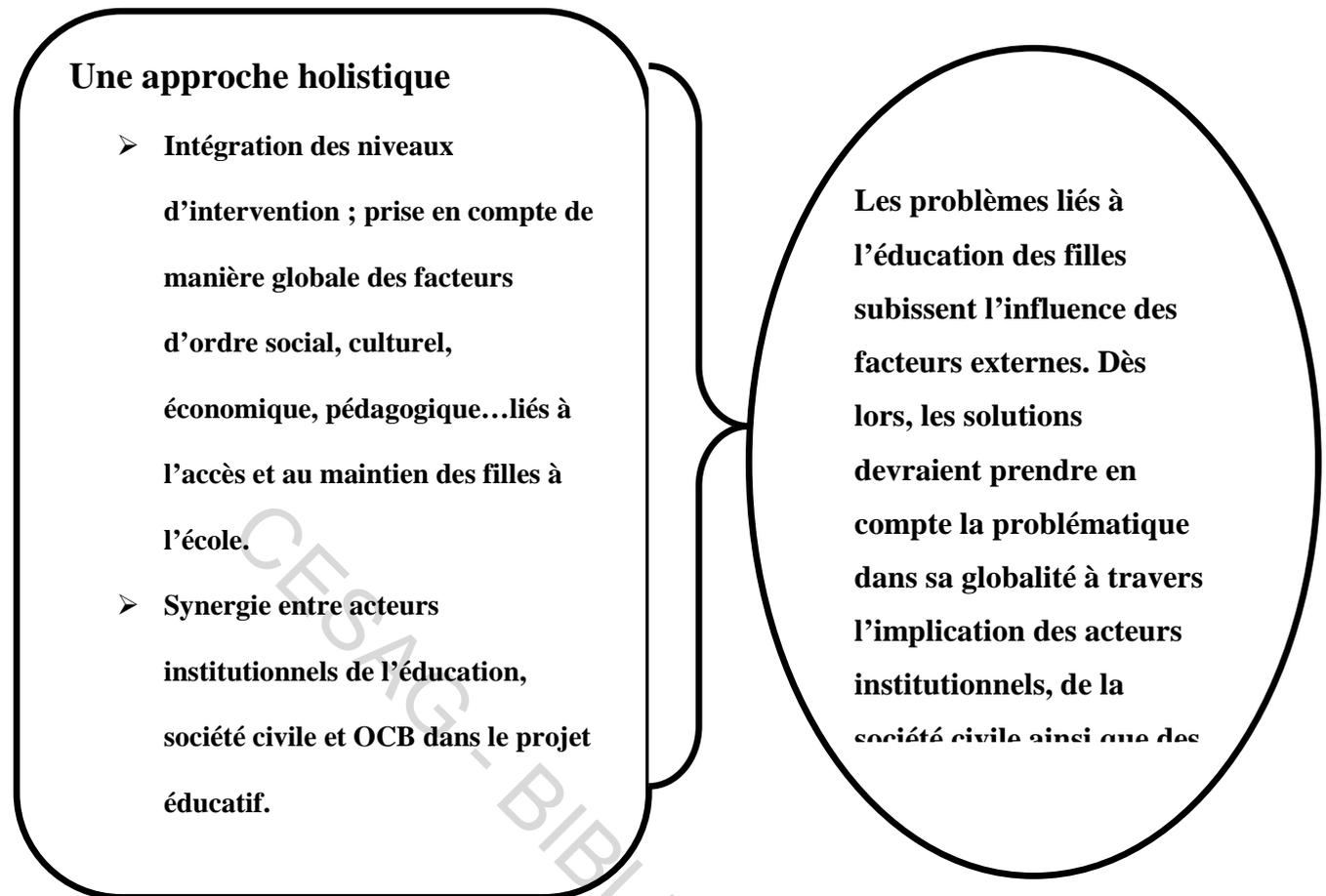
Le plan de communication en est également un point fort du PAEF ayant largement contribué à éliminer les obstacles socioculturels à l'éducation des filles. Ceci a offert au projet l'opportunité de rendre plus visibles ses activités et de permettre à un maximum de cibles d'accéder à ses messages de sensibilisation.

La participation inclusive et l'implication de tous les acteurs de l'éducation voire de toutes les parties prenantes de l'école tout au long du processus a été un apport considérable pour l'atteinte des objectifs du projet. Cette gestion participative a beaucoup facilité la levée d'un certain nombre de barrières sources déscolarisation des filles. Cet engagement et cette détermination de la communauté ont constitué un élément déterminant. Il y'avait donc une situation de veille permanente afin de préserver les acquis.

Le partage des responsabilités est une innovation bien perçue par la communauté surtout par les femmes et notamment par les filles qui disposent maintenant des mêmes chances de réussite que les garçons.

En somme, une telle approche dite holistique a assuré une plus grande synergie entre les différents acteurs dans la mise en œuvre du projet grâce à une répartition rationnelle des rôles et des responsabilités mais aussi à une bonne articulation des niveaux d'intervention. Ainsi, le PAEF à travers son approche holistique a fait reculer l'ignorance chez les filles et la pauvreté chez les parents surtout chez les mères. Ce qui a permis à l'éducation des filles de prendre un envol décisif.

Figure 16: l'approche holistique du PAEF



Source : Essai de modélisation de l'expérience du PAEF, novembre 2012, page 8

2. Les insuffisances liées aux activités

Comme beaucoup de programmes et projets le PAEF présente certaines insuffisances notées au cours du déroulement de ses activités.

Compte tenu de sa planification qui n'avait pas pris en compte les procédures notamment les lenteurs administratives, la durée de vie du projet fixée pour trois (18 mois) au début est jugée très courte eu égard de ses différentes zones d'interventions.

Dans la localité de Dahra Djolof le nombre de ses cibles se trouve très réduit. Sur un nombre total de treize (13) écoles élémentaires, le PAEF n'intervenait que dans une seule école soit un taux de couverture de 7.69%. Egalement sur les cinq mille neuf cent quatre-vingt-trois (5983) filles que compte la commune de Dahra au niveau primaire, seules sept cent vingt-deux (722) filles soit 12.07% des filles ont eu à bénéficier de l'appui du PAEF.

En outre, pour le financement des AME, les montants reçus même s'ils ont permis d'alléger certaines charges scolaires comme sociales sont jugés insuffisants. Ce qui ne permettait pas de diversifier les AGR. En plus, compte tenu des lenteurs administratives, ces financements ont été mis à la disposition des responsables tardivement, ce qui a retardé le démarrage de certaines activités menées par l'AME.

L'autre contrainte relative à ces financements, est liée au nombre important de femmes qui composent l'AME et qui sollicitent un financement par rapport à l'enveloppe financière. Ce montant même s'il est apprécié ne permet de faire bénéficier tous les membres de l'association. Toujours pour ce qui est des financements destinés aux femmes, les activités menées ne permettent pas au jour le jour ou à la fin de chaque mois de verser au CGE de l'école des fonds issus des bénéfices générés par les activités. En effet, la plupart des bénéficiaires ont investi dans le stockage de denrées alimentaires (mil, niébé,..) ou dans l'embouche bovine ou ovine et ne comptaient écouler leurs produits qu'à l'approche de l'hivernage ou qu'après une durée de six (06) mois.

En ce qui concerne la dotation des uniformes, une seule tenue a été donnée à chaque élève. Ce qui ne favorise pas la pérennité de ces uniformes. Au moins chaque élève devrait disposer de deux tenues, ce qui leur permettrait de les alterner.

Pour ce qui est des cours de soutien, le PAEF a créé des dichotomies entre les élèves garçons et les élèves filles à l'école Ngueuneunène. Dans cette école, toute fille ayant un niveau faible

en mathématiques et en français bénéficiait des cours de soutien, alors que pour les garçons seul un échantillon de chaque étape a été pris en compte en vue jauger leur niveau.

Les bourses et les prix d'excellence étaient exclusivement destinés aux filles.

Aux yeux de certains acteurs, la pérennisation de certaines activités du PAEF (cours de soutien, octroi de bourses, prix d'excellence, partage des responsabilités) risque d'être une source de démotivation des élèves garçons en raison de leur caractère de favoritisme à l'endroit des filles.

Et enfin, l'organisation des cours de soutien en étapes jugée pertinente, serait plus profitable aux bénéficiaires s'ils étaient organisés par niveau. Cela créerait non seulement des classes homogènes mais faciliteraient également la compréhension et par conséquent contribuerait à une meilleure amélioration des performances.

III. Recommandations

Aujourd'hui, même si le PAEF a déjà réussi dans une certaine mesure à faire prendre conscience de l'importance d'améliorer les conditions d'étude des filles en réduisant les écarts entre filles et garçons à tous les niveaux (accès, maintien...) à l'école Ngueuneunène, des améliorations pourraient encore faites en vue de pérenniser les actions déjà menées dans certains domaines.

1. Implication des AME dans la gestion de l'école

Afin de rendre irréversible l'implication des femmes à l'école, il serait important de mieux les autonomiser davantage en vue de la pérennisation des Activités Génératrices de Revenus. Et pour ce faire, il faudrait, à l'avenir envisager d'augmenter le montant destiné aux financements pour en faire bénéficier un plus grand nombre de femmes, ce qui permettrait à celles-ci de faire des investissements de plus grande envergure. Et cela profiterait à l'école, car plus les activités généreraient des revenus, plus l'école en tirerait des profits car les montants versés à l'école sont tributaires des revenus tirés de ces activités (50% CGE, 50% AME). L'atteinte de cet objectif nécessiterait aussi un renforcement de capacités techniques et organisationnelles des groupements des femmes voire des AME. Ce renforcement de capacités contribuerait à une bonne amélioration des conditions socioéconomiques des femmes, à la promotion de l'esprit associatif et au renforcement organisationnel pour la défense des intérêts de la communauté surtout celle éducative. Cela les aiderait également à la diversification de leurs AGR avec une meilleure gestion collective au profit de toutes les mères d'élèves

Egalement, à l'école Ngueuneunène, l'équipe pourrait s'appuyer sur les AGR comme supports pédagogiques. En effet, dans le cadre des activités d'intégrations, des sorties pédagogiques pourraient être organisées autour des activités économiques extra muros de ces femmes comme l'embouche, la volaille, le petit commerce etc. De telles initiatives contribueront à valoriser au plan pédagogique, des pratiques et des savoir-faire locaux. Et cela créerait une plus grande motivation chez les apprenant(e)s placés dans des situations d'apprentissages reposant sur des réalités qui ne leur seront pas étrangères mais qui feront partie de leur vécu quotidien. Ce qui donnerait à l'enseignement un caractère de contextualisation.

Dans le cadre de la capitalisation, les bonnes pratiques de ces femmes devraient être partagées avec les autres femmes notamment celles de Ndiobène qui peinent à sortir de leurs situations précaires, sources de déscolarisation de plusieurs filles de cette localité.

2. L'extension et la consolidation de la pédagogie de soutien

De manière générale, il est reconnu que les cours de soutien ont eu un apport positif sur la psychologie et les performances des élèves en général et des filles en particulier. Au-delà de la résolution des difficultés liées aux apprentissages, ces cours ont réussi, d'abord, à lever des problèmes psychologiques qui constituaient des blocages à l'épanouissement des filles.

En conséquence, ces cours de soutien devraient être pérennisés avec l'implication de tous les enseignants. Cela augmenterait non seulement le nombre d'enseignants à participer à ces cours mais aussi il leur permettrait de disposer d'un environnement favorable.

En effet, l'implication de tous les enseignants rendrait ces cours beaucoup plus efficaces. Avec la participation de tous les membres de l'équipe pédagogique, ces séances de soutien se feraient non pas par étape mais par classe et l'élève disposerait plus d'atouts de concentration et de compréhension dans un groupe homogène que dans un groupe hétérogène. Mieux encore, tous les élèves (garçons, filles) pourraient bénéficier de ces cours de soutien afin d'éviter à l'avenir de créer des classes avec des niveaux hétérogènes car réserver exclusivement ces cours de soutien aux filles et à un échantillon de garçons serait synonyme de discrimination au désavantage des garçons.

3. La pérennisation des kits scolaires, uniformes et bourses

La fourniture des kits scolaires, d'uniformes et des bourses ont été des intrants de qualité dans l'amélioration de la scolarisation des filles. Elles ont contribué à une plus grande assiduité des élèves. Les absences répétées des apprenant(e)s avaient des conséquences négatives sur les apprentissages. C'est la raison pour laquelle il faudrait pérenniser la fourniture des kits scolaires. Pour ce faire l'école pourrait s'appuyer sur d'autres partenaires.

Pour ce qui est des uniformes, il serait louable que chaque élève disposerait de deux jeux de tenues afin d'en avoir la possibilité de les alterner. Pour pérenniser ces uniformes tout en dotant chaque élève de deux jeux de tenues, l'école pourrait subventionner ces tenues à partir des fonds que lui versent les membres de l'AME et le reste serait payé mensuellement par les

parents d'élève. L'éducation étant une compétence transférée, la collectivité locale pourrait également prendre en charge ou subventionner ces uniformes et ces kits scolaires.

Compte tenu de l'espoir suscité par le projet avec l'octroi des bourses, la pérennisation de celles-ci pourrait également se faire avec l'appui d'autres partenaires, de la collectivité locale ou de bonnes volontés. Il pourrait également se préparer par la mobilisation de fonds à travers des activités lucratives (kermesses scolaires...) menées par les élèves en compagnie de l'équipe pédagogique et des membres de l'AME. Egalement, cette activité pourrait se pérenniser avec l'implantation d'un jardin ou d'un poulailler à l'école et qui serait géré par le CGE ou les membres de l'AME.

4. L'intégration de la dimension genre

La formation en genre a occupé une bonne place dans l'amélioration de l'éducation et de la performance des filles. L'appropriation par les élèves du concept genre s'est traduite par des initiatives novatrices comme les Unités de Veille et d'Alerte en Genre (UVAG) et du Penc Genre. Ces initiatives novatrices en matière de genre devraient être capitalisées et élargies à toutes les écoles. Cela contribuerait à bannir tous les comportements et actes qui perpétueraient les stéréotypes sexuelles à l'égard des filles, ce qui révélerait une nouvelle posture et un nouveau rôle des élèves, celui de vecteurs de promotion de l'égalité des sexes par les pairs. Mieux, l'attribution du genre par la communauté éducative concèderait naissance à des relations fondées sur le respect de soi et d'autrui. Elle permettrait aussi l'élaboration de normes ou procédures avec une implication inclusive et participative de tous les acteurs.

CONCLUSION

Après une durée de trois ans, le Projet d'Appui à l'Education des Filles (PAEF) présente globalement un bilan plus que satisfaisant. Avec ce projet, l'école Ngueuneunène est la troisième école de la commune en termes de nombre de classes (13 classes) et en termes d'effectif total (722 soit 12.06%) elle est la première école où l'effectif des filles (409 soit 56.64%) dépasse largement celui des autres.

Globalement, cette satisfaction se mesure à trois niveaux : au plan pédagogique, au plan sociologique et au plan économique.

An plan pédagogique, les réussites peuvent se jauger au niveau de l'amélioration de l'accès qu'à l'aune des performances des filles à l'école. Ces résultats sont à mettre sur le compte des moyens déployés par le PAEF mais également de l'engagement de la communauté éducative à lever les obstacles à l'éducation des filles.

Avec le PAEF, les parents ont une appréciation positive et patente de l'éducation des filles tout en profitant d'appuis financiers qui les ont permis d'améliorer leurs conditions d'existence à travers des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Cela a permis de réduire les sollicitations des jeunes filles pour les travaux domestiques, d'alléger la prise en charge financière de l'éducation des filles ; ces AGR ont en fait, renforcé le lien entre l'école et le milieu. Elles ont été un modèle de développement endogène porté par les femmes au service de l'école et de la communauté.

En effet, l'aspect financier a toujours été un obstacle de grande envergure. Les parents, face aux contraintes du budget familial, sous-estimaient l'éducation des filles au profit des garçons. En cela, le projet a été un double couronnement car en plus, des revenus substantiels, il a permis d'introduire la notion genre dans l'école.

Avec le PAEF, les Associations des Mères d'Elèves (AME) jouent un rôle de veille et d'alerte sur les questions liées à l'éducation des filles. Avec l'appui de ces AME, le PAEF a réussi à donner une perception positive de l'éducation en général et celle des filles en particulier. L'allocation des bourses d'excellence en provoquant une saine compétition entre les filles de l'école est d'un apport considérable dans la couverture des besoins d'éducation mais aussi une quiétude pour les parents.

Egalement, le projet a concouru à redorer l'image de l'école Ngueuneunène ; il a stimulé une nouvelle dynamique dans les rapports entre l'école et la communauté. Celle-ci constate-t-on, s'attribue de l'école.

Cependant, il faut souligner que malgré les acquis, des obstacles sociaux et culturels, un environnement scolaire hostile et des violences de toutes sortes continuent de ralentir l'élan de la scolarité des filles. C'est pourquoi, la problématique de l'accès et du maintien des filles à l'école demeure un enjeu primordial.

Et pour relever le défi de cet ajustement, l'expérience PAEF ne devrait-il pas servir de tremplin au Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence (PAQET) mis en place par le Ministère de l'Éducation Nationale en vue d'améliorer la performance du système éducatif ?

CESAG - BIBLIOTHEQUE

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. NIANE Boubacar, LAGARDERRE Danielle, 1995, « Les facteurs de la sous scolarisation des filles au Sénégal », MEN-UNICEF, Dakar.
2. HAROUNA Ali, MOUHIDINE Monir, 2004, « Niveau de vie des ménages et scolarisation de leurs enfants dans la zone de Niakhar », Rapport de stage.
3. BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean Claude, 1964, Les Héritiers : les étudiants et la culture, le Sens Commun, Paris.
4. GAMLI Atsuyi KK, ATINHOUNNON Raoul A, 2002, «Analyse micro économétrique de la demande de scolarisation : application à la zone de Niakhar » Rapport de stage.
5. GENRE EN ACTION (Portail d'informations et de ressources sur "genre et développement")
6. INFOMEN : « Guide de la vie scolaire », bulletin d'information
7. UNESCO, Genre et Education pour tous : le pari de l'égalité. Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003-
8. UNIFEM : Action pour la promotion de la femme et l'équité entre les sexes, Rapport annuel 2000.
9. Bulletin de l'enseignement de l'AOF, 1913
10. -UNESCO, Rapport suivi sur l'Education Pour Tous (EPT) 2003-2004, « Genre et Éducation pour tous : le pari de l'égalité ». Editions de l'UNESCO, France.
11. Atelier Professionnel de pré-conférence de l'AfrEA, Accra, 10 janvier 2012, Facilité par Oumoul Ba Tall et Jim Rugh

WEBOGRAPHIE

- www.RealWorldEvaluation.org

-<http://www.genreenaction.net/>

TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....	i
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	iii
ESR : Evaluation en Situation Réelle.....	iii
LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX.....	iv
PREMIERE PARTIE	1
Chapitre 1 : PRESENTATION DE L'ETUDE.....	2
I. INTRODUCTION.....	2
II. Problématique.....	4
1. Objet de l'étude.....	6
2. Objectif de l'étude	6
3. Intérêt de l'étude.....	6
5. Délimitation du champ de l'étude	7
6. Plan de l'étude	7
Chapitre 2 : CADRE CONCEPTUEL	8
I- Principaux concepts	8
1- Qu'est-ce que le projet ?	8
2- Le programme	10
3- Le plan.....	10
II. L'Evaluation en Situation Réelle	15
1. Contexte de l'ESR.....	15
2. Définition de l'ESR.....	15
4. Les modèles d'ESR.....	17
III. Elaboration du modèle d'analyse.....	24
1- Questions de recherche et hypothèses.....	24
2- Définition des variables.....	25
3. Modèle de collecte des données	26
DEUXIEME PARTIE	27
Chapitre 1 : CONTEXTE DE L'ETUDE.....	28
I. Présentation du milieu d'intervention : le département de Linguère.....	28
1. La situation géographique et scolaire du département	28

2. Les raisons de l'intervention du PAEF dans le département	28
II. Présentation du projet et des partenaires.....	35
1. Présentation du PAEF.....	35
2. Les objectifs du projet.....	37
Chapitre 2 : Présentation et analyse des résultats	39
I. Présentation et Analyse des Résultats.....	39
1. Résultats et Analyse du taux brut de scolarisation des filles	41
2. Résultats et analyses du taux de maintien	45
3. Résultats et analyses du taux de redoublement	49
Tableau 8 du taux de redoublement	49
II. Les succès et les insuffisances liés au déroulement des activités du PAEF.....	56
1. Les succès	56
2. Les insuffisances liées aux activités.....	59
III. Recommandations	61
1. Implication des AME dans la gestion de l'école.....	61
2. L'extension et la consolidation de la pédagogie de soutien.....	62
3. La pérennisation des kits scolaires, uniformes et bourses	62
4. L'intégration de la dimension genre.....	63
CONCLUSION	64
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	66
ANNEXES	III

ANNEXES

CESAG - BIBLIOTHEQUE

GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AU DIRECTEUR D'ECOLE

1. IDENTIFICATION

Prénom et Nom.....

Sexe.....

Statut.....

Ecole.....

2. MISE EN ŒUVRE

Est-ce que les bénéficiaires ont été impliqués dans le projet ? OUI NON

Si oui comment ?

.....
.....
.....

Quels sont les facteurs qui ont favorisé ou entravé la bonne exécution du projet ?

.....
.....
.....

3. RESULTATS

Est-ce que les objectifs du PAEF ont été atteints ? OUI NON

Si oui, Dans quelle mesure ces objectifs ont-ils été atteints ?

.....
.....
.....

4. EFFETS DU PAEF

Avez-vous noté des changements chez les bénéficiaires sur le plan scolaire ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

.....
.....
.....

Quels autres changements peuvent être imputables au projet PAEF (chez les enseignants, les élèves filles, l'administration scolaire ?

.....
.....
.....

Quelles leçons avez-vous tiré de cette expérience ?

.....
.....
.....

Que devrait-on modifier s'il fallait recommencer cette expérience ?

.....
.....

Quelles actions facilitatrices d'appui et d'accompagnement suggérez-vous pour améliorer les points positifs du projet ?

.....
.....

Quelles actions facilitatrices d'appui et d'accompagnement suggérez-vous pour corriger les insuffisances ou limites du projet ?

.....
.....

Avez-vous d'autres commentaires à faire ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

.....
.....
.....

GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX ENCADREURS DE SOUTIEN SCOLAIRE

1. IDENTIFICATION

Prénom et Nom.....

Sexe.....

Statut.....

Ecole.....

2. Mise en œuvre

Avez-vous été impliqué dans la mise en œuvre du projet ? OUI NON

Si oui, comment ?

.....
.....

Quels sont les facteurs favorables à la bonne mise en œuvre de vos actions ?

.....
.....

Quels sont les contraintes qui ont entravé la mise en œuvre de vos actions ?

.....
.....

EFFETS DES COURS DE SOUTIEN

Les cours de soutien que vous avez dispensés ont-ils contribué à améliorer les performances scolaires des élèves bénéficiaires ? OUI NON

Si oui, citez des exemples concrets permettant d'apprécier les performances scolaires des élèves bénéficiaires que vous avez encadrés ?

.....
.....

Quelles leçons avez-vous tirées de cette expérience ?

.....
.....

Que devrait-on modifier s'il fallait recommencer cette expérience ?

.....
.....

Quelles actions facilitatrices d'appui et d'accompagnement suggérez-vous pour améliorer les points positifs des cours de soutien scolaire ?

.....
.....

Quelles actions facilitatrices d'appui et d'accompagnement suggérez-vous pour corriger les insuffisances ou limites des cours de soutien scolaire ?

.....
.....

Avez-vous d'autres commentaires à faire ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

.....
.....
.....

CESAG - BIBLIOTHEQUE

FOCUS GROUP AVEC LES FILLES BENEFICIAIRES

1. IDENTIFICATION

Ecole.....

Nombre de participantes.....

Niveaux de classe.....

Tranche d' Ages : entre.....ans et.....ans

MISE EN ŒUVRE

Quels sont les services/activités offerts ou réalisés par le projet ?

.....
.....
.....

Quels sont les facteurs qui ont favorisé la bonne exécution du projet ?

.....
.....

Quelles sont les limites/insuffisances que vous avez notées dans la mise en œuvre du projet ?

.....
.....

EFFETS DU PROJET

Quelles sont les activités du projet auxquelles vous avez pris part ?

Sensibilisation sur : les mariages précoces les grossesses précoces
les violences faites aux filles le partage des responsabilités
autres à préciser.....

Quels sentiments éprouvez-vous à la suite de cette participation à ces activités ?

.....
.....

Quelles sont les conséquences que ces pratiques peuvent avoir sur les études ?

.....
.....

Existe-t-il de sanitaires réservés aux filles dans votre établissement ? OUI NON

Si oui, que représente pour vous l'existence de ces sanitaires pour les filles ?

.....
.....

Avez-vous reçu un kit de fournitures ? OUI NON

Si oui, en quoi ce kit est-il à vous les filles ?

.....
.....

Avez-vous participé à des cours de soutien pédagogique ? OUI NON

Si oui, dans quels domaines ?

Mathématiques Grammaire Lecture Histoire

autres à préciser.....

En quoi ces cours de soutien sont-ils utiles aux filles ?

.....
.....

Le projet a-t-il positivement influencé vos parents ? OUI NON

Si oui, donnez des exemples concrets de changements positifs de vos parents dans le cadre du soutien de vos études ?

.....
.....

Quelles leçons avez-vous tirées de cette expérience ?

.....
.....

Que devrait-on modifier s'il fallait recommencer cette expérience ?

.....
.....

Quelles actions facilitatrices d'appui et d'accompagnement suggérez-vous pour améliorer les points positifs des cours de soutien scolaire ?

.....
.....

Quelles actions facilitatrices d'appui et d'accompagnement suggérez-vous pour corriger les insuffisances ou limites des cours de soutien scolaire ?

.....
.....

Avez-vous d'autres commentaires à faire ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

.....
.....
.....

CESAG - BIBLIOTHEQUE

GUIDE D'ENTRETIEN DESTINE AUX PARENTS D'ELEVES

Ecole.....

1. IDENTIFICATION

Prénom et Nom.....

Sexe.....

Statut.....

2. Mise en œuvre

Est-ce que vous avez été impliquée dans la mise en œuvre du projet PAEF ? OUI NON

Si oui, comment ?

.....
.....

Avez-vous une fille bénéficiaire du PAEF ? OUI NON

Si oui, quel type de service est offert à votre fille dans le cadre du projet ?

.....
.....

Avez-vous noté des manquements dans la mise en œuvre du projet ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

.....
.....

Effets du projet

Avez-vous pris part à des activités de sensibilisation sur les mariages et les grossesses précoces ? Les violences faites aux filles ? OUI NON

Si oui, quelles conséquences peuvent avoir ces pratiques sur les études des filles ?

.....
.....

Que représente pour vous la remise à votre fille d'un kit de fournitures et d'uniformes ?

.....
.....

Savez-vous si des Associations féminines interviennent pour soutenir les filles dans leur établissement ? OUI NON

Si oui, cette intervention est elle utile aux filles ? OUI NON

Si oui, en quoi cette intervention est-elle utile aux filles ?

.....
.....

Est-ce que votre fille reçoit des cours de soutien ? OUI NON

Si oui, avez-vous noté des changements chez vous sur le plan scolaire ? OUI
NON

Si oui, lesquels ?

.....
.....

A part ces cours de soutien, citez d'autres exemples concrets de changements imputables au projet PAEF ?

.....
.....

Quelles leçons avez-vous tirées de cette expérience du PAEF ?

.....
.....

Que devrait-on modifier s'il fallait recommencer cette expérience ?

.....
.....

Quelles actions facilitatrices d'appui et d'accompagnement suggérez-vous pour améliorer les points positifs des cours de soutien scolaire ?

.....
.....

Quelles actions facilitatrices d'appui et d'accompagnement suggérez-vous pour corriger les insuffisances ou limites des cours de soutien scolaire ?

.....
.....

Avez-vous d'autres commentaires à faire ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

.....
.....
.....

CESAG - BIBLIOTHEQUE